

DIALOGUE GLOBAL

5.1

4 numéros par an, en 15 langues

Charlie Hebdo

Boaventura de Sousa Santos

Deux voies vers la
sociologie publique

Nira Yuval-Davis

Une vie d'engagement
critique

Issa Shivji

Capitalisme et
justice climatique

Herbert Docena

Pratiquer
la sociologie
publique

Ariane Hanemaayer et
Christopher Schneider

Volets thématiques :

- > Bidonvilles en lutte
- > Nouveaux modèles de travail en France
- > Sociologie indonésienne

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 5 / NUMÉRO 1 / MARS 2015
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



> Éditorial

De l'exercice de la sociologie publique

Ce numéro de *Dialogue Global* s'ouvre sur les réflexions de Boaventura de Sousa Santos, après le terrible assassinat des caricaturistes de *Charlie Hebdo*. Cet événement nécessite plus que jamais une analyse sociologique – afin d'essayer de comprendre la raison de ces assassinats, la nature de ceux qui les ont perpétrés, l'impact que peuvent avoir des caricatures, la réaction de l'État, et le mouvement de solidarité que cela a suscité. Il apparaît ainsi que la « liberté d'expression » non seulement ne va pas de soi mais fait l'objet de contestation, et il en va de même du sens des mots « musulman » et « terroriste » – le terroriste des uns peut être le combattant de la liberté des autres. Et surtout, comme Santos parvient à si bien le faire, il nous faut adopter un point de vue global. Il faut resituer ces événements dans le climat de violence et d'extrémisme qui se propage dans le monde, le plus souvent à l'initiative des États-nations eux-mêmes – et auxquels on ne prête pas suffisamment attention.

Ces tueries appellent des analyses sociologiques, or les sociologues se maintiennent en retrait, de peur de s'engager sur un terrain miné, de peur de devenir des sociologues *publics*. L'entreprise est en effet risquée. Aux prises avec ces dilemmes, Nira Yuval-Davis suggère deux manières de faire de la sociologie publique : d'un côté, celle du sociologue en exil qui prend position depuis l'extérieur, et de l'autre, celle du sociologue – comme le célèbre sociologue israélien Baruch Kimmerling, en Israël – qui s'attaque aux problèmes depuis l'intérieur, mais avec un regard d'autant plus critique. En Afrique, le portrait d'Issa Shivji nous révèle un intellectuel engagé confronté à un tout autre genre de défis, refusant tout compromis avec le pouvoir tanzanien, et défenseur inlassable de l'indépendance de l'université.

La sociologie publique n'est pas nécessairement dangereuse, mais elle est complexe, et urgente. Herbert Docena a suivi les conférences internationales qui se sont succédées sur le climat. Suite à ces piteuses négociations qui n'aboutissent à rien, il s'intéresse à l'essor de mouvements anticapitalistes qui préconisent des actions plus drastiques. Ariane Hanemaayer et Christopher Schneider témoignent quant à eux de la façon dont la sociologie publique peut s'appliquer à l'échelle locale, au travers de réunions organisées au café pour amener l'université vers le public, et de cours à entrée libre pour amener le public vers l'université.

Ce numéro de *Dialogue Global* contient également trois volets thématiques. On y trouvera ainsi une série d'articles sur les quartiers d'habitat informel et les expulsions de leurs occupants au Chili, en Uruguay, en Colombie, en Afrique du Sud et en Zambie. Malgré la violence démesurée déployée contre ces habitants, la contestation se poursuit – non pas sous forme d'explosions spontanées mais sous forme d'actions politiquement organisées, parfois avec succès, mais le plus souvent sans succès. Nous présentons par ailleurs cinq articles représentatifs de la sociologie indonésienne, sur le nouveau régime démocratique qui est en train de redéfinir la place de la religion, de l'éducation, des mouvements syndicaux et de la mobilité sociale dans ce pays. Enfin, trois articles de France abordent de nouveaux modèles de travail – les tout nouveaux *fablabs*, les aménagements autour des maladies chroniques au travail, et la préfiguration d'une « société multi-active » dans laquelle la frontière entre travail rémunéré, aide non rémunérée à la personne et activités civiques s'estomperait.

> **Dialogue Global est disponible en 15 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Boaventura de Sousa Santos, sociologue portugais de renommée internationale, spécialiste des questions légales, analyse les tueries à Charlie Hebdo dans une perspective globale.



Nira Yuval-Davis, sociologue réputée sur les questions de genre et des droits de l'homme, aborde différents modes possibles de pratiquer la sociologie publique en rappelant le souvenir du célèbre sociologue israélien Baruch Kimmerling.



Issa Shivji, grand intellectuel de gauche tanzanien, est interviewé par l'un de ses étudiants sur le rôle de l'université en Afrique.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Rafael de Souza, Benno Alves.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

Inde :

Ishwar Modi, Rashmi Jain, Pragya Sharma, Jyoti Sidana, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Mitra Daneshvar, Faezeh Khajehzadeh.

Japon :

Satomi Yamamoto, Hikari Kubota, Takazumi Okada, Fuma Sekiguchi, Kazuki Uyeyama.

Kazakhstan :

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Gulim Dossanova, Julduz Battalova, Almagul Nurusheva, Daurenbek Kuleimenov, Elmira Otar.

Pologne :

Jakub Barszczewski, Martyna Dolores, Mariusz Finkielstein, Weronika Gawarska, Krzysztof Gubański, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Przemysław Marcowski, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Adam Müller, Zofia Penza, Anna Wandzel, Justyna Zielińska.

Roumanie :

Cosima Rughiniş, Ileana-Cinziana Surdu, Corina Brăgaru, Telegdy Balazs, Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Ruxandra Iordache, Mihai Bogdan Marian, Angelica Marinescu, Monica Nădrag, Mădălin-Bogdan Rapan, Alina Stan, Elisabeta Toma, Elena Tudor, Cristian Constantin Veres.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Gül Corbacioglu, Irmak Evren.

Consultants médias : Gustavo Taniguti, José Reguera.

Consultante éditoriale : Ana Villarreal.

> Dans ce numéro

Éditorial : De l'exercice de la sociologie publique	2
<i>Charlie Hebdo</i> : Quelques épineux dilemmes	
Boaventura de Sousa Santos, Portugal	4
Deux voies vers la sociologie publique	
Nira Yuval-Davis, Royaume-Uni	7
Une vie d'engagement critique : Entretien avec Issa Shivi	
Sabatho Nyamsenda, Tanzanie	10
Capitalisme et justice climatique	
Herbert Docena, Philippines / États-Unis	13
Pratiquer la sociologie publique	
Ariane Hanemaayer et Christopher J. Schneider, Canada	17

> MOUVEMENTS DE PROTESTATION DANS LES BIDONVILLES

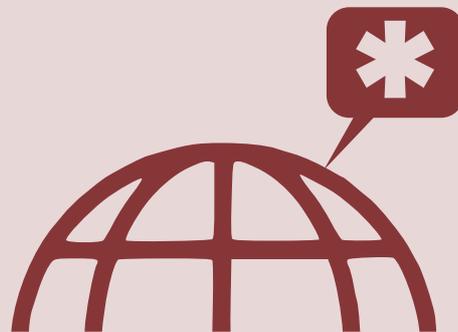
Réaffirmer le droit à la ville : Mobilisation populaire au Chili	
Simón Escoffier, Royaume-Uni	19
Habitat informel et politique en Uruguay	
María José Álvarez Rivadulla, Colombie	22
L'essor du Mouvement des travailleurs sans-toit au Brésil	
Cibele Rizek et André Dal'Bó, Brésil	24
Afrique du Sud : La contestation des pauvres	
Prishani Naidoo, Afrique du Sud	26
Zambie : La faible mobilisation sociale face aux expulsions	
Singumbe Muyebe, Afrique du Sud	29

> DE NOUVEAUX MODÈLES DE TRAVAIL EN FRANCE

Fab Labs et hackerspaces : L'invention d'une nouvelle culture du faire	
Isabelle Berrebi-Hoffmann, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement, France	31
Concilier travail/famille : Plaidoyer pour une société multi-active	
Bernard Fusulier, Belgique, et Chantal Nicole-Drancourt, France	33
Maintien en emploi de salariés fragilisés : entre dispositifs légaux et arrangements locaux	
Anne-Marie Waser, Dominique Lhuillier, Frédéric Brugeilles, Pierre Lénel, Guillaume Huez, Joëlle Mezza et Cathy Hermand, France	35

> SOCIOLOGIE EN INDONÉSIE

En Indonésie, la démocratie à l'honneur	
Lucia Ratih Kusumadewi, Indonésie	37
L'université indonésienne à l'épreuve de l'entrepreneuriat	
Kamanto Sunarto, Indonésie	39
Mouvements syndicaux et politique ouvrière en Indonésie	
Hari Nugroho, Indonésie	41
Quand la religion devient une identité légale	
Antonius Cahyadi, Indonésie	43
Activer l'ascension sociale en Indonésie	
Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Indonésie	45



> Charlie Hebdo

Quelques épineux dilemmes

Boaventura de Sousa Santos, Université de Coimbra (Portugal)



Des dirigeants du monde entier défilent ensemble lors de la manifestation organisée à Paris en l'honneur des victimes des tueries de Charlie Hebdo.

Le caractère odieux du crime perpétré contre les journalistes et dessinateurs de *Charlie Hebdo* rend très difficile une analyse distanciée de ce qu'implique cet acte barbare, son contexte et ses antécédents, de même que son impact et ses répercussions à venir. Cependant, il est nécessaire d'analyser cette question de manière urgente, sans quoi elle risque d'attiser les flammes d'un feu qui pourrait bien un jour atteindre les écoles de nos enfants, nos maisons, nos institutions et nos consciences.

Je livre ici quelques réflexions pour contribuer à cette analyse.

> Violence et démocratie

On ne peut établir de relation directe entre la tragédie de *Charlie Hebdo* et la lutte contre le terrorisme menée par les États-Unis et ses alliés depuis le 11 septembre 2001. Cependant, il est un fait établi que l'extrême agressivité de l'Occident a entraîné la mort de milliers de civils innocents (pour la plupart des musulmans) et infligé un degré incroyable de violence et

>>

de torture à de jeunes musulmans à l'égard desquels toutes les suspicions d'actes répréhensibles sont tout au plus des spéculations, comme en témoigne le rapport récemment soumis au Congrès américain. Il est également de notoriété publique que beaucoup de jeunes islamistes radicaux attribuent leur radicalisation à leur colère face à toute cette violence injustifiée. À cet égard, il est nécessaire de faire le point et réfléchir si le meilleur moyen pour stopper la spirale de la violence est de poursuivre la même politique qui, à l'évidence, a conduit à cette situation. La réponse française aux attentats a été de mettre la normalité démocratique et constitutionnelle en suspens, en instaurant un état de siège non déclaré. Il semblait par là admis que ce type de criminels devait être abattu plutôt qu'incarcéré et traduit en justice, et qu'une telle approche n'était pas en contradiction avec les valeurs de l'Occident. Nous sommes entrés dans une phase de guerre civile de basse intensité. Qui en Europe a tout à y gagner ? Certainement pas le parti Podemos en Espagne, ni Syriza en Grèce.

> La liberté d'expression

La liberté d'expression est un bien précieux, mais elle a, elle aussi, ses limites, et dans leur immense majorité, ces limites sont en réalité imposées par ceux qui prônent une liberté sans limites dès lors que *leur propre* liberté se trouve entravée. Des exemples de telles limites sont légion : en Angleterre, une manifestante peut être arrêtée pour avoir dit que David Cameron a du sang sur les mains ; en France, les femmes musulmanes ne sont pas autorisées à porter le voile ; en 2008, le dessinateur Siné (Maurice Sinet) a été licencié de *Charlie Hebdo* pour avoir écrit un article prétendument antisémite. Tout cela signifie qu'il y a effectivement des limites, mais qu'elles varient en fonction des intérêts de différents groupes. En Amérique latine par exemple, les médias les plus importants, qui sont contrôlés par des oligarchies familiales et par le grand

capital, sont les premiers à réclamer une liberté d'expression sans limites afin de pouvoir jeter le discrédit sur les gouvernements progressistes et passer sous silence tout ce que ces gouvernements ont réalisé pour améliorer le sort des plus pauvres. *Charlie Hebdo* ne se posait apparemment aucune limite lorsqu'il s'agissait de caricaturer les musulmans, alors que beaucoup de ces dessins pouvaient être considérés comme de la propagande raciste propre à alimenter la vague islamophobe et anti-immigrés qui déferle aujourd'hui sur la France et sur toute l'Europe en général. Outre les nombreux dessins dans lesquels le Prophète est montré dans des poses indécentes, un en particulier a été exploité par l'extrême droite. Il représentait un groupe de musulmanes enceintes sous les traits d'esclaves sexuelles de Boko Haram, les mains posées sur leur ventre gonflé et criant « ne touchez pas à nos allocations familiales ». D'un coup de crayon, le dessin stigmatisait tout à la fois l'Islam, les femmes et les acquis sociaux. Comme on pouvait s'y attendre, la plus importante communauté musulmane d'Europe en est venue au fil des années à considérer comme offensante cette ligne éditoriale. Ce qui ne l'a pas empêchée de condamner immédiatement les crimes barbares de Paris. Une réflexion s'avère par conséquent nécessaire sur les contradictions et asymétries dans l'application de valeurs que certains d'entre nous considèrent comme universelles.

> La tolérance et les « valeurs occidentales »

Le débat sur les crimes commis est dominé par deux courants d'opinion, dont aucun ne semble aller dans le sens de la construction d'une Europe inclusive et interculturelle. Le plus radical des deux est ouvertement islamophobe et anti-immigrés : il s'agit des tenants de la ligne dure de l'extrême droite à travers toute l'Europe mais aussi de la droite partout où elle se sent menacée par de prochaines élections (comme dans le cas tout

récent d'Antonis Samaras en Grèce). Pour ce courant de pensée, les ennemis de la civilisation européenne se trouvent parmi « nous » – ils nous haïssent, ils utilisent nos passeports, et la situation ne peut être rétablie qu'en les éliminant. Les connotations anti-immigrés sont là sans équivoque. L'autre courant est celui de la tolérance : ces gens sont très différents de nous, ils constituent une charge, mais nous « devons faire avec », car à défaut d'autre chose, ils sont utiles ; cependant, nous ne sommes tenus de le faire que s'ils se comportent avec modération et assimilent nos valeurs.

Mais quelles sont donc les « valeurs de l'Occident » ? Après des siècles d'atrocités commises au nom de telles valeurs, en Europe et en dehors de l'Europe – en commençant par la violence coloniale jusqu'aux deux guerres mondiales – un minimum de précaution et beaucoup de réflexion sont nécessaires pour comprendre quelles sont ces valeurs et aussi pourquoi, selon le contexte, parfois certaines d'entre elles, parfois d'autres, sont mises en avant. Par exemple, personne ne remet en question la valeur de la liberté, mais on ne peut pas en dire autant des valeurs d'égalité et de fraternité, ces deux valeurs qui sont à la base du système de protection sociale qui a prévalu dans l'Europe démocratique après la Deuxième Guerre mondiale. Pourtant, ces dernières années, la protection sociale – qui avait permis d'assurer des niveaux élevés d'intégration sociale – a commencé à être remise en cause par les responsables politiques conservateurs et est actuellement considérée comme un luxe hors de portée par les partis au pouvoir, de droite comme de gauche (à l'exclusion des extrêmes). N'est-il pas vrai que la crise sociale provoquée par l'érosion de la protection sociale et l'accroissement du chômage, en particulier celui des jeunes, attise le feu du radicalisme présent parmi les jeunes générations, surtout parmi celles qui, en plus du chômage, sont victimes d'une discrimination ethnique et religieuse ?

> Un choc des fanatismes, et non un choc des civilisations

Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui n'est pas un choc des civilisations, car les civilisations chrétienne et islamique partagent les mêmes racines. Ce à quoi nous assistons est un choc des fanatismes, même si certains sont simplement trop proches de nous pour être reconnus en tant que tels. L'Histoire montre que les fanatismes et la façon dont ils s'affrontent ont toujours été liés aux intérêts économiques et politiques des élites. Les fanatismes n'ont jamais profité aux classes populaires, qui, au titre de simples fantasmes, ont toujours eu à supporter les dégâts causés par ces affrontements. C'est ce qui s'est passé en Europe et dans ses aires d'influence, avec les croisades et l'Inquisition, l'évangélisation des populations colonisées, les guerres de religion et le conflit en Irlande du Nord. Hors d'Europe, une religion aussi pacifiste que le bouddhisme a cautionné le massacre de milliers de membres de la minorité tamoule au Sri Lanka ; en 2003, là encore, des fondamentalistes hindous ont massacré les populations musulmanes du Gujarat, et leur probable arrivée au pouvoir, après la récente victoire du Président Modi, fait craindre le pire ; c'est aussi au nom de la religion qu'Israël continue en toute impunité sa politique de nettoyage ethnique de la Palestine, et

que l'État islamique est en train de massacrer des populations musulmanes en Syrie et en Irak. La défense d'une laïcité illimitée dans une Europe interculturelle, où beaucoup de gens ne s'identifient pas avec cette valeur particulière, ne serait-elle pas elle-même une forme d'extrémisme ? Les extrémismes s'opposent-ils les uns aux autres ? Est-ce qu'ils interfèrent ? Quelles relations y a-t-il entre les djihadistes et les services secrets occidentaux ? Comment se fait-il que les djihadistes de l'État islamique, qui sont aujourd'hui considérés comme des terroristes, étaient qualifiés de combattants pour la liberté lorsqu'ils se battaient contre Kadhafi et Assad ? Comment se fait-il que l'État islamique soit financé par l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït et la Turquie, tous des pays alliés de l'Occident ? Ceci étant dit, il n'en reste pas moins qu'au cours des dix dernières années, l'écrasante majorité des victimes de tous les fanatismes (y compris le fanatisme islamiste) ont été des populations musulmanes non fanatiques.

> La valeur de la vie humaine

Le rejet absolu et inconditionnel que les Européens ont ressenti face à ces morts devrait nous amener à nous demander pourquoi ils n'éprouvent pas le même type de rejet face à un nombre similaire sinon beaucoup plus élevé d'innocents

morts dans des conflits qui, au fond, peuvent avoir un rapport avec la tragédie de Charlie Hebdo. Exactement le même jour, 37 jeunes étaient tués au Yémen dans un attentat à la bombe. L'été dernier, l'invasion israélienne a entraîné la mort de 2.000 Palestiniens, dont 1.500 civils et 500 enfants. Au Mexique, depuis l'année 2000, 102 journalistes ont été assassinés pour avoir défendu la liberté de la presse. Et, toujours au Mexique, en novembre 2014, 43 jeunes manifestants ont été massacrés à Ayotzinapa. La différence des réactions ne peut certes pas être basée sur le fait que la vie d'Européens blancs, issus d'une culture chrétienne, a plus de valeur que celle de non-Européens ou d'Européens d'une autre couleur, ayant une culture provenant d'autres religions ou d'autres régions du monde. Est-ce parce que ces derniers vivent à distance des Européens et qu'ils leur sont moins familiers ? Par ailleurs, est-ce que l'injonction chrétienne d'aimer son prochain prévoit de telles distinctions ? Est-ce parce que les médias dominants et les dirigeants politiques tendent en Occident à banaliser la souffrance infligée à ces « autres », voire à les diaboliser au point de nous faire penser qu'ils l'ont cherché ? ■

Toute correspondance est à adresser à Boaventura de Sousa Santos <bsantos@ces.uc.pt>

> Deux voies vers la sociologie publique

Nira Yuval-Davis, Université d'East London (Royaume-Uni), présidente du comité de recherche de l'ISA sur le Racisme, le Nationalisme et les Relations ethniques (CR05, 2002-06) et membre du Comité du Programme pour le Congrès mondial de l'ISA de 2006 à Durban



Nira Yuval-Davis est une dissidente israélienne qui défend les droits de l'homme depuis longtemps : elle est l'une des fondatrices de Women Against Fundamentalism (Femmes contre les fondamentalismes) et du réseau international de recherche Women in Militarized Conflict Zones (Femmes dans les zones de conflits militaires), consultante auprès de différents départements des Nations Unies et plusieurs ONG, y compris Amnesty International. Mondialement connue pour ses recherches sur le genre, le racisme et le fondamentalisme religieux, elle est notamment l'auteur de *Racialized Boundaries, Gender and Nation, The Politics of Belonging* et *Women against Fundamentalism*. Elle est directrice du centre de recherche sur la Migration, les Réfugiés et les Appartenances à l'Université d'East London. Dans cet article, elle se prête à une forme de dialogue intérieur avec Baruch Kimmerling, célèbre sociologue israélien aujourd'hui décédé, pour aborder les différentes voies menant à la sociologie publique.

Baruch Kimmerling, qui a souffert toute sa vie de paralysie cérébrale, est arrivé en Israël après 1948 en tant que réfugié roumain. Il a été l'un des sociologues les plus importants et les plus réputés d'Israël, notamment pour ses nombreux articles dans la presse israélienne.

Baruch et moi étions amis depuis l'époque où nous avons étudié ensemble à l'Université hébraïque, où Baruch a par la suite enseigné tout le reste de sa vie. Après avoir obtenu mon master en 1969, je suis partie pour les États-Unis, puis le Royaume-Uni. À l'époque où nous étions étudiants en doctorat, nous nous sommes rebellés contre Shmuel Eisenstadt (qui a dominé la sociologie israélienne pendant près de 40 ans) mais nous n'avions pas la même approche sociologique, et pendant longtemps, n'avions pas non plus la même approche politique. Lorsque j'étais âgée d'une vingtaine d'années, j'avais une analyse très radicale non-sioniste, puis antisioniste, de l'État israélien et de la société israélienne. Bien des années plus tard, et après une étude approfondie du conflit israélo-palestinien et des sociétés israélienne et palestinienne, Baruch est parvenu à des conclusions similaires – bien qu'il continuât de se présenter comme un sioniste. Il développa des aspects importants de ce domaine de la sociologie, tandis que j'ai moi-même « bifurqué » vers ce qu'on pourrait globalement désigner comme une approche intersectionnelle de l'appartenance.

À la mort de Baruch en 2007, je suis intervenue aux côtés d'autres spécialistes des sciences sociales israéliens, palestiniens et internationaux à la conférence organisée en hommage à sa mémoire. J'ai parlé de l'angoisse existentielle des Israéliens – en particulier de ceux que Baruch appelait les *Akhusalim*, les sionistes ashkénazes laïques et socialistes qui ont dominé le mouvement sioniste pendant la majeure partie du XX^e siècle. J'ai relié cette angoisse existentielle à plusieurs facteurs endémiques, dont certains sont communs à toutes les minorités hégémoniques intervenant dans des projets de colonisation, d'autres le sont aux « sociétés du risque néolibérales », et d'autres sont plus spécifiques à Israël, liés à ses caractéristiques propres comme société en état de guerre permanent et à l'essor d'une judaïté fondamentaliste et messianique qui menace de mettre en péril le régime quasi-laïc d'Israël.

>>

À mon grand étonnement, mes propos ont été globalement reçus de manière positive – très différemment de la façon dont mes analyses avaient été reçues dans le passé. (Cependant, bien que les messages radicaux délivrés par les orateurs n'aient pas rencontré d'opposition lors de la conférence, cinq ans après, nos communications n'ont toujours pas été publiées, apparemment du fait de résistances au sein de l'institut Van Lear qui avait organisé la conférence.)

J'aimerais recommander tout particulièrement l'autobiographie de Baruch¹, où l'on retrouve son intelligence et son honnêteté intellectuelle habituelles, et qui aidera aussi les lecteurs à mieux comprendre le conflit israélo-palestinien. Celle-ci soulève cependant certaines questions importantes en relation avec la sociologie publique. Je me limiterai ici à deux questions essentielles.

> Sociologie publique et sociologie académique

Baruch affirme qu'il a complètement séparé son travail journalistique public et son travail professionnel académique, une différenciation qui provient de la croyance wébérienne dans ce que Donna Haraway appelait « la capacité de Dieu de tout voir de nulle part ». À l'opposé, j'ai défendu un savoir situé et une imagination située, suivant en cela la majorité des théories féministes et d'autres traditions radicales marxistes et antiracistes en matière de sociologie du savoir. Plutôt qu'une position relativiste – qui veut qu'il y ait plusieurs vérités qui ont besoin d'être évaluées pour leur mérites propres et qui par conséquent ne peuvent être comparées – je suis d'avis que nos propres points de vue (qui englobent des situations sociales, des identifications et des systèmes de valeur normatifs irréductibles les uns aux autres mais dépendants de notre propre vécu et de nos propres pratiques, fluctuants et controversés à l'intérieur de contraintes structurelles et processuelles particulières) affectent la façon dont on perçoit le monde. La connaissance de la « vérité » ne peut être appréhendée que par le biais d'un processus dialogique constructif, au sein duquel de nombreux points de vue situés interviennent dans des contextes spacio-temporels déterminés.

Mon problème avec la dichotomie opérée par Baruch entre le politique et le professionnel n'est pas seulement épistémologique. Tout au long de mon expérience de sociologue et militante politique, j'ai compris que ces deux modes d'action favorisent la mise à disposition mutuelle d'informations cruciales – avec d'une part, un activisme politique sur le terrain qui aide à acquérir une compréhension empathique d'autres points de vue situés, et d'autre part, des travaux de recherche théoriques et empiriques qui aident à affiner et à mettre en question certaines dichotomies simplistes portant sur les politiques identitaires. De plus, la distinction entre les deux paraît souvent artificielle, si l'on tient compte des raisons pour



Baruch Kimmerling est né en 1939 d'une mère hongroise et d'un père roumain. Après avoir échappé à la Shoah, la famille de Baruch émigre en Israël, où il a grandi. Baruch étudie la sociologie à l'Université

hébraïque de Jérusalem, où il fera la plus grande partie de sa carrière de chercheur et d'enseignant. Après un attentat à la bombe dans la cafétéria de l'Université en 1969, il s'oriente vers l'étude des racines, de l'histoire et de l'actualité du conflit israélo-palestinien, avec une approche qui allait à l'encontre de la version officielle israélienne. En tant que critique sans complaisance de la politique israélienne, il a fait l'objet d'une large et sévère réprobation. Il a essayé à travers ses écrits et son enseignement d'influencer l'opinion publique israélienne dans le sens d'un authentique État démocratique qui ne fait pas de discrimination entre ses citoyens, qui renonce aux agressions militaires et œuvre pour la paix en proposant des solutions humanitaires et de compromis. Baruch Kimmerling meurt en 2007, fidèle à ses valeurs et à ses idées, et très préoccupé par l'avenir d'Israël. Parmi ses ouvrages, on peut citer *Zionism and Territory: The Socioterritorial Dimensions of Zionist Politics* (1983), *The Invention and Decline of Israeliness: State, Culture and Military in Israel* (2001); *Politicide: Sharon's War Against the Palestinians* (2003, édité en français sous le titre *Politicide : Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*).

lesquelles certains chercheurs se lancent dans des projets de recherche particuliers et comment ils diffusent les résultats de leurs recherches.

Les interventions publiques de Baruch montrent les mêmes types de préoccupations et d'éclairages mutuels qui se superposent, à partir du moment où il a décidé d'analyser le conflit israélo-palestinien après l'attentat à la bombe perpétré en 1969 dans la cafétéria du campus de son université. Je ne crois pas trop Baruch lorsqu'il affirmait qu'il comptait moins sur l'intuition dans son travail « scientifique » que dans son travail politique. Comme Baruch le remarque lui-même en relation avec la théorie de Kuhn du changement de paradigme, toute collecte de données implique une part de sélectivité. Pourtant je comprends sa frustration lorsque les gens ne jugeaient son travail sociologique qu'après avoir lu ses courts articles dans la presse.

>>

Les paradigmes fluctuants du savoir de Baruch et sa compréhension des sociétés israélienne et palestinienne, soulèvent cependant un deuxième problème, en relation avec l'affirmation de Baruch que sa position comme « marginal situé au centre » était une condition préalable ainsi que le mode opératoire de sa sociologie publique.

> Le rôle de la position sociale dans la sociologie publique

À sa manière rigoureuse, honnête et réfléchie, Baruch décrit le premier article qu'il a écrit dans *Ha'aretz*, le plus ancien journal israélien, comme une attaque minutieuse et radicale du livre de Sabri Jiris *The Arabs in Israel*. Bien plus tard, Baruch réalisa que non seulement Sabri avait eu raison, mais que, n'ayant pas eu accès aux archives, Sabri avait sous-estimé l'ampleur et le caractère retors des moyens utilisés pour contrôler les Palestiniens israéliens et confisquer leurs terres. Baruch reconnaît un changement similaire en ce qui concerne le livre de Ian Lustick, *Arabs in the Jewish State*, dont il a ensuite vivement et à juste titre fait l'éloge. (Bien qu'il ne le mentionne pas dans son autobiographie, quand le livre que j'ai coédité *Israel and the Palestinians* fut publié en 1975, en tant qu'ami il m'a fait part de sa préoccupation et recommandé d'éviter de mentionner ce livre sur mon CV. Pourtant, plusieurs des articles, y compris le mien, correspondent d'assez près aux derniers écrits de Baruch.)

Au cours des années, Baruch a su revenir sur sa compréhension des sociétés israélienne et palestinienne et de leurs conflits ; il est devenu un sociologue formidablement engagé dans le débat public et dont les écrits ont influencé de façon importante l'opinion publique israélienne. Ma compréhension de différents problèmes a également évolué et changé au cours des années. Et j'espère que comme Baruch, cela continuera ainsi jusqu'à la fin de ma vie. Cependant je voudrais exprimer mon désaccord au sujet de deux affirmations de Baruch.

Premièrement, Baruch prétend avoir développé seul sa nouvelle approche, en n'ayant été que peu influencé par les travaux d'autres sociologues qu'il a lus et avec lesquels il a passé beaucoup de temps à débattre au cours des années. Cette construction non-dialogique de soi-même et de son savoir semble dénaturer les processus d'acquisition du savoir et des opinions. Paradoxalement, cela met à mal la raison d'être de la sociologie publique, qui a pour objectif de présenter des analyses et une présentation des faits alternatives.

Deuxièmement, Baruch affirme que s'il a pu devenir un sociologue qui pratique la sociologie publique c'est parce que, contrairement à nous autres qui étions en marge, il était reconnu comme « l'un des nôtres ». En d'autres termes, il bénéficiait d'une certaine « légitimité » auprès des élites. Baruch prétend que c'est ce qui lui a permis d'être publié dans les principaux journaux israéliens (ce qui est indéniable), tandis que d'autres avec des analyses similaires (comme les membres du Matzpen, l'organisation socialiste radicale et antisioniste) étaient moins visibles dans l'arène publique parce que leurs points de vue étaient considérés comme illégitimes. Cette légitimité serait selon lui une condition préalable pour effectuer un travail efficace dans le domaine de la sociologie publique.

Baruch prétend que son acceptation contingente comme « l'un des leurs » provient en partie de ses attaques contre des livres comme ceux de Jiris et de Lustick – dont il avait d'abord rejeté les analyses avant de changer d'opinion. Mais cette position nous pose un dilemme majeur, théorique autant que politique : doit-on « prouver » que l'on est un membre fiable de la collectivité, avant de pouvoir accumuler le capital social nécessaire pour être utile ? Mais que se passe-t-il si ce processus d'accumulation implique préalablement de saper la cause même que l'on va défendre plus tard ?²

Il n'y a pas de réponse facile à cette question. Étant donné l'état actuel de la société et de la politique israéliennes – de même que d'autres parties de cette région et du monde en général – je suis souvent prête à désespérer, même si j'essaie de me raccrocher à la politique d'espoir énoncée par Gramsci, pessimiste par l'intelligence mais optimiste par la volonté. Bien que Baruch soit parti du centre, plutôt que des marges, il a fini par se sentir aussi frustré et déprimé. Je serais curieuse de savoir où, selon les lecteurs de *Dialogue Global*, devraient se situer les sociologues et autres intellectuels qui pratiquent la sociologie publique pour être utiles. ■

Toute correspondance est à adresser à Nira Yuval-Davis <n.yuval-davis@uel.ac.uk>

¹ Kimmerling B. (2013) *Marginal at the Centre: The Life Story of a Public Sociologist*. New York et Oxford: Berghahn Books, traduction anglaise de Diana Kimmerling.

² La stratégie de nombre d'entre nous, dans cette position « illégitime » aux marges, a été d'un côté, de participer en tant qu'activistes à toute une série de campagnes spécifiques (souvent impopulaires) en Israël, et d'établir un dialogue solidaire avec des Palestiniens et des Arabes qui partagent les mêmes valeurs et, d'un autre côté, de travailler aussi avec des socialistes et des défenseurs des droits de l'homme en dehors d'Israël et du Moyen-Orient afin d'influer sur le soutien à l'international de l'opinion publique et des gouvernements à l'égard d'Israël.

> Une vie d'engagement critique

Entretien avec Issa Shivji



| Issa Shivji.

Issa Shivji est l'un des grands intellectuels engagés de l'Afrique postcoloniale. Il a fait des études de droit à l'Université de Dar es Salaam (1967-1970), auprès d'éminents universitaires de gauche tels que les sociologues Giovanni Arrighi, Immanuel Wallerstein et John Saul. Ces spécialistes venaient du monde entier, attirés par l'effervescence intellectuelle qui avait cours dans cette université. Étudiant précoce, Shivji commence déjà à remettre en question la politique socialiste qui s'appliquait à travers le régime de l'Ujamaa instauré par Julius Nyerere, le premier Président de la Tanzanie. C'est à cette époque qu'il écrit des ouvrages aussi célèbres et amplement débattus que, par exemple, *The Silent Class Struggle* [La lutte de la classe silencieuse], dans lequel il attirait l'attention sur les forces sociales qui étaient politiquement (non-)représentées dans les pays récemment décolonisés d'Afrique. Une fois diplômé de la London School of Economics et de l'Université de Dar es Salaam, il obtient un poste à la Faculté de Droit de l'Université de Dar es Salaam, qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 2006. Au cours de toutes ces années, il devient un spécialiste engagé sur les questions de la réforme agraire et de droit constitutionnel. Il survit

aux turbulences politiques, malgré ses commentaires sans détour pour dénoncer le tournant néolibéral des années 80 et « l'entrepreneuriation » (*corporatization*) des universités. En 2008, il devient titulaire de la chaire Julius Nyerere d'Études panafricaines, dans le but déclaré de rétablir l'université comme centre de débat public. Shivji a exercé une influence sur toute une génération de jeunes universitaires, dont fait partie Sabatho Nyamsenda, professeur en science politique qui a mené cet entretien. Il avait également participé activement au Congrès mondial de l'ISA de 2006 à Durban, en Afrique du Sud.

SN : Vos liens avec l'Université de Dar es Salaam (également connue sous le nom de Mlimani, ou encore « la Colline »), remontent à 1967, lorsque vous y avez commencé vos études de droit. Une fois votre diplôme obtenu, vous avez rejoint la Faculté de Droit pour y enseigner – un poste que vous avez conservé pendant 36 ans. Pourquoi avoir décidé de rester à l'université alors que tant de vos collègues progressistes ont intégré d'autres institutions ?

IS : C'est vrai, beaucoup de mes camarades ont intégré d'autres institutions, notamment le National Service Office, le Parti ou même l'armée. Avec le recul, cela peut paraître un peu naïf, mais en réalité ce fut le fruit d'une décision collective entre nous pour évaluer qui serait le plus utile et où. Mes camarades ont pensé, et j'étais d'accord avec eux, que je devais rester à l'université pour réaliser un travail intellectuel et idéologique progressiste.

L'université offrait un espace où les idées progressistes pouvaient dans une certaine mesure prospérer, un terrain où la camaraderie entre intellectuels progressistes pouvait naître et se développer. À l'époque, l'attachement général à la cause nationaliste, conjugué à une compréhension plus approfondie du système impérialiste par les intellectuels, ont contribué à faire naître une nouvelle génération d'universitaires

>>

radicaux, dont beaucoup sont devenus enseignants dans le secondaire, contribuant ainsi, à leur tour, à diffuser des idées et une pratique progressistes. Je n'ai jamais regretté d'avoir passé toute ma vie professionnelle à « la Colline ».

SN : Dans votre ouvrage *Accumulation in an African Periphery [L'accumulation dans un pays périphérique d'Afrique]*, vous distinguez trois phases dans l'expérience postcoloniale des pays africains en général, et de la Tanzanie en particulier : la phase nationaliste (dans les années 60 et 70), la phase critique (dans les années 80) et la phase néolibérale (des années 90 à nos jours). Comment ces changements se sont-ils répercutés sur Mlimani ?

IS : Les universités s'inscrivent dans un environnement social, et les changements qui interviennent dans cet environnement se répercutent forcément sur les universités. Les années 80 ont été une époque extrêmement difficile pour notre pays, comme cela a d'ailleurs été le cas pour le reste de l'Afrique. Les universités ont été privées de ressources tout en faisant l'objet d'une offensive idéologique et intellectuelle incessante visant à y imposer les recettes néolibérales. Nombre de nos collègues sont partis pour des universités du sud de l'Afrique – au Lesotho, au Botswana, au Swaziland, et plus tard, en Afrique du Sud et en Namibie.

Mais certains ont tenu bon, dont de nombreux jeunes universitaires radicaux qui avaient été nourris d'idées progressistes pendant les deux décennies de ferveur nationaliste et révolutionnaire. Ils ont continué à faire un certain nombre de travaux très intéressants. Par exemple, ce sont eux qui ont conduit en 1983-84 le volet intellectuel du « grand » débat constitutionnel, permettant l'expression de positions antiautoritaires et antiétatiques. Bien sûr, il y avait différents courants. Il y avait ceux qui considéraient la démocratie libérale, les droits de l'homme et le multipartisme comme le but ultime, et qui par conséquent réclamaient des réformes essentiellement *réformistes*. Puis il y avait un courant minoritaire qui considérait le combat pour la démocratie comme étant une école pour des actions collectives indépendantes et préconisait des réformes *révolutionnaires*. À titre d'exemple, les réformistes réclamaient l'instauration immédiate du multipartisme tandis que les révolutionnaires réclamaient en premier lieu une séparation entre le parti et l'État, et, en deuxième lieu un vaste débat national pour faire le bilan de la période qui a suivi les indépendances et pour mettre au point et développer un nouveau consensus national.

Durant la période de transition entre la phase nationaliste et la phase néolibérale, la Colline était encore un haut lieu de débat et d'affrontements idéologiques. Ceux-ci ont tourné court avec le gouvernement de la troisième phase, au moment où s'est consolidé le néolibéralisme dans le pays et où la professionnalisation et « l'entrepreneuriation » de l'université se sont accélérées.

SN : En 2008, vous avez été le premier titulaire de la chaire Mwalimu Nyerere d'Études panafricaines, connue sous le nom de « Kigoda » en swahili. Peu après votre nomination, vous avez dit que c'était « un honneur » pour vous « de préserver l'héritage de Nyerere ». À quel héritage faisiez-vous référence, sachant que le Nyerere que vous évoquez dans vos écrits est un fervent opposant au marxisme et aux actions provenant de la base ?

IS : Nyerere était un nationaliste radical. C'était un panafricaniste progressiste et globalement anti-impérialiste. Certes, son anti-impérialisme ne se fondait pas sur une économie politique radicale, comme ce fut le cas de Nkrumah. Mais sa politique en faveur du peuple était cohérente, sa position anti-impérialiste défendable, et son nationalisme progressiste.

Si on le compare à la classe politique néolibérale qui lui a succédé, et si l'on tient compte des ravages causés dans notre société par cette classe politique, malheur à tout progressiste, même marxiste, qui ne voudrait pas se souvenir de l'héritage de Nyerere et le mobiliser comme ressource idéologique dans la lutte contre le capitalisme prédateur de l'époque actuelle.

Nyerere n'était pas un marxiste et ne prétendait pas en être un. Marx lui-même, face à l'expression d'un marxisme vulgaire, s'est exclamé : « Je ne suis pas marxiste ! ».

En tant que chef d'État, il est vrai que Nyerere s'est prononcé contre les actions en provenance de la base. Mais cela implique-t-il qu'un progressiste ne doit pas célébrer l'héritage progressiste de Nyerere et tirer les leçons de son caractère contradictoire ? Mon cher ami, un marxiste n'est pas un puriste ; c'est quelqu'un de politique !

SN : Que voulez-vous dire lorsque vous parlez du « caractère contradictoire » de l'héritage de Nyerere ?

IS : Le mieux serait de raconter une anecdote concernant Mwalimu Nyerere. En 1978, quelques mois après avoir expulsé des étudiants de la Colline pour avoir manifesté contre le gouvernement, Nyerere s'est rendu sur le campus. Un étudiant a eu le courage de lui poser une question à ce sujet : « Mwalimu, vous parlez de démocratie, mais quand nous avons manifesté en faveur de la démocratie vous nous avez envoyé les brigades spéciales d'intervention de la FFU [*Field Force Unit*] pour nous tabasser ! ».

Mwalimu le regarda fixement, avant de répondre : « Qu'espérez-vous ? Je suis le chef de l'État ; je dirige l'institution qui exerce le monopole de la violence. Si vous provoquez le chaos dans les rues, j'enverrai bien évidemment la FFU. Mais est-ce que cela veut dire que vous ne devez pas vous battre pour la démocratie ? La démocratie n'est jamais servie sur un plateau d'argent ! » [C'est à peu près dans ses

>>

termes qu'il s'était exprimé.] Et nous avons tous applaudi. Mwalimu pouvait avoir le beurre et l'argent du beurre.

SN : L'intellectuel révolutionnaire iranien Ali Shariati a un jour qualifié les universités de « forteresses blindées invincibles », dont la tâche principale est de produire des esclaves intellectuels pour le monde de l'entreprise. Est-ce que le Kigoda, le Programme d'Études panafricaines, a réussi à ouvrir les portes de la « forteresse » Mlimani, et à établir un lien entre ses intellectuels et les masses ? Si c'est le cas, comment y est-il parvenu ?

IS : Ce serait ridicule de ma part d'affirmer que le Kigoda est parvenu à ouvrir les portes de l'université-forteresse. Pour reprendre la terminologie d'Althusser, les universités font partie de l'appareil idéologique de l'État. Les intellectuels dominants à l'université sont incontestablement des producteurs et transmetteurs d'un savoir dominant, qui est à la base des idéologies dominantes.

Mais la nature même du processus de production des savoirs rend le conflit d'idées inévitable. C'est ce qui permet de laisser un espace pour que s'expriment des points de vue qui diffèrent des points de vue dominants. Néanmoins, ces espaces ne devraient pas être considérés comme acquis. Ils ont leurs limites et, en période de crise, peuvent même être supprimés. Revendiquer et réclamer constamment ces espaces progressistes est un combat. Et comme tous les combats, ces combats intellectuels nécessitent aussi de l'imagination pour définir les formes qu'ils peuvent prendre et les méthodes à employer.

C'est là tout ce que le Kigoda a tenté de faire ; rien de plus. Peut-être a-t-il réussi à créer une certaine ferveur intellectuelle ; peut-être a-t-il réussi à obtenir une certaine crédibilité auprès des jeunes intellectuels et de la population ; peut-être a-t-il réussi à mettre au jour des archives progressistes de la Colline. Mais même tout cela avait des limites, et ces limites ont commencé à apparaître vers la fin de mon mandat.

Il y a des limites à ce que l'on peut faire dans certaines circonstances. Je crois que c'était E.H. Carr, après Plekhanov et avant lui Marx, qui a dit que si les individus font l'histoire, en revanche ils ne choisissent pas les circonstances dans lesquelles ils la font.

SN : Un jour, Nyerere avait mis en garde les opprimés contre la tentation de se servir de l'argent comme d'une arme. Pourtant, il semblerait qu'aujourd'hui la question du financement soit devenue pour tout projet intellectuel une question centrale. Point de travaux sans financement. Même les organismes les plus progressistes ont été contraints de quémander des subventions auprès des bailleurs de fonds capitalistes. Comment le Kigoda a-t-il assuré ses activités ?

IS : Effectivement, l'argent, et l'argent des bailleurs de fonds en particulier, est devenu le moteur des projets intellectuels. Le Kigoda a évidemment été confronté à ce problème du financement, mais certains principes ont été établis dès le départ. Premièrement, toutes les dépenses administratives, y compris le salaire de son président et de son assistant, seraient couvertes par le budget ordinaire de l'université. Deuxièmement, le Kigoda éviterait de recevoir de l'argent de bailleurs de fonds étrangers. Troisièmement, tous les fonds donnés par des institutions publiques nationales ou des organismes intellectuels africains à titre amical, devraient l'être sans condition. Et enfin, les priorités et les activités du Kigoda seraient déterminées par son seul collectif, à savoir, par les wanakigoda eux-mêmes.

Cela n'a guère été facile, mais en nous limitant à un budget modeste, en faisant largement appel au travail bénévole et en contrôlant nos dépenses, nous y sommes parvenus.

SN : Maintenant que vous avez pris votre retraite de l'université, quels sont vos projets ?

IS : Lorsque j'étais encore en poste à l'université, je me suis engagé avec deux collègues, la professeure Saida Yahya-Othman et le professeur Ng'wanza Kamata, dans le projet d'écrire une biographie la plus achevée possible de Mwalimu Nyerere, avec le soutien de la Commission tanzanienne pour la Science et la Technologie. Nous avons plus ou moins terminé nos recherches – si tant est que l'on puisse terminer des recherches de ce type – et nous avons maintenant entamé l'étape de la rédaction.

L'un des résultats de ce projet est la création du Nyerere Resource Centre (NRC, Centre de Documentation Nyerere). Le Centre sera pourvu d'une salle de documentation où tout le matériel que nous avons rassemblé sera conservé et mis à la disposition des chercheurs. Nous avons également prévu d'organiser des activités afin d'offrir un espace pour la réflexion stratégique, le débat et la discussion. Ces activités devraient débiter cette année. Je nourris l'espoir que le NRC devienne un centre de réflexion sur les nombreuses questions pressantes auxquelles notre pays et l'ensemble du continent africain sont confrontés.

J'ai le sentiment que la culture néolibérale, conjuguée à celle de « l'ONGisme » et des cabinets-conseil, en donnant la priorité à la politique – plus d'« action », et moins de réflexion – et au pronostic prescriptif, a considérablement nui à notre réflexion intellectuelle, nous conduisant à renoncer à analyser et à comprendre le monde. On ne peut pas se battre pour un monde meilleur sans avoir une meilleure compréhension du monde. Il nous faut pour cela adopter une approche plus historique. Espérons que le Centre contribuera à faire revivre la culture d'une réflexion holistique sur le long terme. ■

Toute correspondance est à adresser à Sabatho Nyamsenda <sany7th@yahoo.com> et Issa Shivji <issashivji@gmail.com>

> Capitalisme et justice climatique

Herbert Docena, Université de Californie à Berkeley (États-Unis) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements syndicaux (RC44)



À l'occasion du sommet mondial sur le climat à Lima, la « Marche du Peuple pour défendre la Mère nature » a été organisée par des mouvements sociaux du monde entier pour exiger de « changer le système, pas le climat ». Photo : Herbert Docena.

Suivant ce qui est devenu un rituel depuis la première conférence des Nations Unies sur l'environnement qui avait eu lieu à Stockholm en 1972, des milliers de personnes venues du monde entier se sont une fois de plus rassemblées, au mois de décembre dernier (2014), pour un « Sommet des Peuples » alternatif. Elles ont défilé dans les rues de Lima (Pérou) au moment où des centaines de représentants des États étaient réunis dans un camp militaire à l'occasion de la dernière Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre

des Nations unies sur les changements climatiques.

Les revendications du Sommet des Peuples, comme de coutume, étaient variées. Dans une manifestation haute en couleurs, certains défilaient avec des pancartes réclamant « une législation sérieuse sur le changement climatique » ou « Assez de discours, des actes ! » – des revendications qui semblent indiquer qu'il y a ou pourrait y avoir une concordance d'intérêts entre ceux qui manifestent et ceux qui sont réunis à la conférence officielle à 14 kilomètres de là, et que

ces derniers pourraient effectivement voter une « législation sérieuse sur le changement climatique » dans le cadre du système actuel.

Mais la revendication la plus répétée – celle qui de fait était inscrite sur la banderole principale derrière laquelle tous les manifestants ont défilé – était « Changez le système, pas le climat ! », avec des variantes comme « Sauvez la planète du capitalisme ! » ou encore « Capitalistes = Assassins » et « la COP, un nid de prédateurs » – un type de revendications qui laisse entendre qu'il existe un antagonisme fondamental entre ceux qui expriment ces revendications et ceux à qui elles sont adressées, et que ceux à qui elles sont adressées sont incapables de « sauver la planète » dans le cadre du système actuel.

Cet appel à un « changement systémique » est depuis quelques années de plus en plus relayé dans le monde entier, comme en témoignent la marche qui a réuni 400.000 personnes à New York en septembre dernier, la manifestation organisée à Varsovie à l'occasion du sommet de l'ONU sur le climat en 2013, la conférence sur le changement climatique qui a été un événement sans précédent organisé par des mouvements sociaux du monde entier à Cochabamba en 2010, la manifestation sur le climat qui s'est déroulée en marge du sommet de Copenhague en 2009 – et jusqu'au sein même du sommet des Nations Unies, à travers la figure du Président bolivien Evo Morales qui s'autoproclame socialiste.

L'importance qu'a pris à Lima cet appel à un changement de système est en partie le reflet de l'intensification de l'activisme sur le continent où la conférence onusienne s'est tenue. Mais l'écho croissant que trouve cet appel au-delà de Lima pourrait bien être aussi le signe d'un changement plus général au niveau de la prise de conscience et de l'identification des populations dans le monde entier et, en même temps, d'un changement plus profond de

l'équilibre général entre les forces sociales sur le sujet de la crise écologique mondiale. Ce qui apparaît ici, c'est l'incapacité croissante du bloc dominant à exercer l'un des plus efficaces de ses pouvoirs : la capacité à fixer les conditions et les termes du débat en façonnant la manière dont les gens perçoivent le monde et se positionnent dans ce contexte.

En effet, depuis au moins les années 70, divers groupes rassemblant des responsables gouvernementaux, des dirigeants d'entreprise et des intellectuels se sont activement employés – par différents moyens qui se concurrençaient parfois – à rendre toute revendication pour changer le système impensable et inexprimable. Pour ce faire, ils ont tenté d'élaborer et de propager des visions du monde ou idéologies où les groupes qui régulent le monde apparaissent comme les « sauveurs » de la planète dont les intérêts sont fondamentalement concordants avec le reste de « la population » et qui sont en mesure de résoudre la crise climatique dans le cadre du capitalisme.

Face à la montée en force aussi soudaine qu'inattendue de mouvements écologistes radicaux qui ont commencé à imputer au *capitalisme* les problèmes environnementaux mondiaux, et qui ont effectivement remis en question l'hégémonie des groupes dominants ou l'allégation qui est la leur selon laquelle ce sont les intérêts de tous qu'ils défendent, ces groupes se sont vus obligés d'engager une sorte de combat qui a souvent échappé aux analystes de ce qu'il est convenu d'appeler le « changement environnemental mondial » : le combat autour du mode de représentation et du sens à donner à ce « changement ».

Par le biais des systèmes de production des connaissances de l'OCDE, de la Banque mondiale, de l'ONU et d'une myriade d'ONG et autres associations de la société civile mondiale, ils ont eu pour objectif, au cours des 20 années qui ont suivi, d'essayer de contrer, d'absorber et de détourner

les critiques des écologistes radicaux en développant et répandant des discours basés sur le « développement durable » ou la « modernisation écologique » qui attribuent la crise écologique à « l'échec du marché », aux « intérêts catégoriels » ou *simplement* à l'industrie des combustibles fossiles – jamais au système dans son ensemble – et présentent les représentants du capital sous les traits de « partenaires » responsables et bienveillants. Au moyen de pratiques institutionnalisées quotidiennement répétées – qu'il s'agisse de la manière dont ils calculent les émissions par pays plutôt que par catégorie ou de celle dont ils encouragent les pollueurs plutôt que de les punir –, ils ont cherché à instiller dans la tête des gens une opinion commune : que le problème ne réside pas dans le système, et que l'ennemi n'est pas le capital.

En bref, les élites internationales se sont employées à orienter la culture mondiale et à modeler le « sens commun » des gens afin de contrer les idées introduites par les mouvements radicaux et de désamorcer les antagonismes qu'ils ont attisés. Et dans une large mesure, ils y sont parvenus. Les mouvements radicaux autrefois puissants qui pendant un certain temps ont ébranlé l'hégémonie capitaliste, ont été à partir des années 70 et 80 relégués au second plan. Parmi eux, ceux qui réclamaient un « changement de système » ont été présentés, non sans succès, comme des extrémistes enragés. Tant et si bien qu'il est devenu plus facile d'imaginer une apocalypse que d'imaginer un « changement de système ».

Cependant, à Lima comme ailleurs dans le monde, ils sont désormais de plus en plus nombreux – y compris un auteur à succès comme Naomi Klein, le pape François et d'autres figures influentes – à établir à nouveau et de manière explicite un lien entre le capitalisme et le changement climatique, qualifiant les capitalistes de « prédateurs » sans scrupules et imaginant « d'autres systèmes alternatifs ». Tout



Toutes tendances politiques confondues, les gens ont afflué en masse vers le centre-ville de Lima pour l'une des manifestations de lutte contre le changement climatique international les plus militantes de ces dernières années. Photo : Herbert Docena.

cela indique que les forces hégémoniques ne sont pas entièrement parvenues à éviter la réémergence d'un mouvement radical contre-hégémonique à l'échelle globale.

Jusqu'ici, néanmoins – ainsi qu'il est apparu à l'issue de la conférence sur le climat de Lima – ce mouvement n'est pas encore assez puissant pour empêcher les groupes dominants de ce monde de faire progresser leur « solution » privilégiée à la crise écologique.

Car alors même qu'ils nient que la crise soit intimement liée au système capitaliste – et alors même que des responsables politiques et dirigeants d'entreprise moins clairvoyants nient qu'il y ait une crise et s'opposent même aux réformes les plus timides –, l'avant-garde du capitalisme tente de diriger l'économie mondiale depuis ses postes d'observation à l'OCDE, à la Banque mondiale, dans les universités, les ministères chargés de l'élaboration des politiques, etc. De fait, ces leaders ont pris très au sérieux les slogans des écologistes radicaux. Ils n'ont ménagé aucun effort pour « changer le système » – mais pour qu'il reste fondamentalement le même.

Face à la menace de la crise écologique et des mouvements radicaux, les intellectuels les plus clairvoyants alignés sur la classe dominante étu-

dient et débattent depuis 30 ans sur les meilleurs moyens de mettre en œuvre une sorte de « gestion environnementale à l'échelle globale » dans l'objectif de « planifier » ou « réglementer » l'exploitation de la nature par le capital.

Ces cinq dernières années, beaucoup de gens – essentiellement en provenance des pays développés mais pas seulement – ont convergé vers une approche commune : celle d'une « modernisation écologique » au moyen d'une *régulation néolibérale à l'échelle globale*, une « solution » qui prévoit 1) d'établir des normes pour enjoindre à tous les gouvernements de contribuer à l'objectif de réduction de l'ensemble des émissions mondiales de CO₂, tout en laissant en dernier ressort chaque gouvernement décider s'il contribue ou non, selon quelles modalités et dans quelle mesure, en même temps que 2) des mécanismes d'ingénierie des marchés (marchés du carbone, taxes, etc.) visant à « donner un prix au carbone » afin d'inciter le capital à opérer une transition vers des investissements et des technologies *low-carbon* [à faibles émissions de carbone] et de permettre aux responsables de trouver des solutions « rentables » pour réaliser leurs objectifs.

Certes, ceux qui proposent cette solution n'ont pas entièrement réussi à rallier les élites au niveau mondial.

Dans les pays du Sud global, des voix ont manifesté leur désaccord. En partie parce que leur propre capacité à obtenir dans chacun des pays l'adhésion des populations à ces normes dépend de l'obtention de concessions de la part des pays du Nord, nombre des élites dirigeantes des pays en développement, si ce n'est la plupart, ont fait campagne en faveur d'une modernisation écologique alternative qui passerait par une plus grande *régulation socio-démocratique* à l'échelle globale. Suivant cette solution, les nations du monde, agissant de concert comme une autorité internationale, fixeraient collectivement des plafonds d'émissions mondiales de CO₂ et engageraient des politiques redistributives à l'échelle globale en contraignant les gouvernements à réduire leurs émissions et à transférer des ressources vers les pays en développement – plutôt que de compter avant tout sur les mécanismes du marché pour atteindre ces objectifs.

Mais, minés comme ils le sont par leurs faiblesses et leurs contradictions internes, les gouvernements des pays en développement se sont, année après année, révélés incapables – ou sans véritable volonté – de faire obstruction à la solution qui repose sur le marché avancée par les pays développés, et d'obtenir un soutien pour les solutions qu'ils proposent pour la planète. Malgré tous les âpres combats qu'elles ont menés contre leurs homologues des pays développés au cours des négociations sur le climat, nombreuses sont les élites dirigeantes des pays du Sud qui partagent au bout du compte le même objectif : transformer le système pour qu'il n'y ait pas de changement fondamental.

Résultat : les responsables politiques des pays développés sont allés de l'avant, en posant progres-

>>

sivement les fondements d'un nouvel accord international sur le changement climatique – qui devrait être ratifié cette année à Paris et entrer en vigueur en 2020 –, conformément à la régulation néolibérale. Mais cet accord a peu de chances de réduire de manière drastique les émissions de CO₂ jusqu'à des niveaux susceptibles d'éviter des changements climatiques catastrophiques ou de fournir les moyens nécessaires pour faire face à leurs conséquences. On est par conséquent en train de se diriger vers un nouvel accord qui pourrait bien ouvrir la voie au chaos climatique et à une nouvelle ère de barbarie.

Il y a pourtant de l'espoir. Après tout, la capacité des membres du bloc dominant à imposer cette solution repose en dernier ressort sur leur capacité sur le long terme à détourner la résistance – ce qui va dépendre de leur capacité sur le long terme à se présenter comme des « partenaires ». Cela, à son tour, ne peut se faire sans convaincre les autres parties que c'est l'intérêt général qu'ils défendent et qu'ils sont en mesure de résoudre la crise dans le cadre du système actuel, ce qui nécessiterait des sacrifices matériels que le bloc hégémonique ne semble pas prêt ou pas capable de faire. Cet échec des groupes qui dominent le monde à conforter leurs revendications hégémoniques ne fera qu'engendrer davantage de désillusion, de colère et d'inquiétude, ce que l'on perçoit d'ores et déjà avec les collectifs de

défense de l'environnement qui, bien que sur une ligne modérée, ont quitté les négociations de Lima, et avec le constat de plus en plus partagé, auquel des mouvements étaient déjà parvenus dès 1972, que ceux qui négocient lors des sommets officiels sont dans l'incapacité d'adopter une « législation sérieuse sur le changement climatique ».

Il n'est cependant pas clair du tout si cette apparente crise des puissances hégémoniques se traduira par un mouvement capable de mobiliser les forces sociales nécessaires pour contrecarrer les non-solutions au changement climatique avancées par les élites dominantes – c'est-à-dire si la désillusion et l'inquiétude se convertiront en résistance active. Cela dépend beaucoup de la capacité à résoudre de manière habile une tension déjà ancienne : entre l'objectif d'amener le maximum de gens appartenant au plus grand nombre de courants politiques possible à descendre dans la rue, et celui de remodeler leur « sens commun » et leurs subjectivités. Ces deux objectifs n'ont pas toujours été compatibles dans la mesure où former de vastes coalitions entraîne des pressions afin d'atteindre le « plus petit dénominateur commun », flatter les opinions acquises et parler le langage du « sens commun » – un langage qui renforce plutôt qu'il ne remet en cause les revendications des puissants. Si l'on ne transforme pas ce sens commun, alors même les coalitions les plus larges et les mani-

festations les plus massives pourraient n'aboutir qu'à aider les puissants dans leur objectif de changer le système afin qu'il reste le même.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une stratégie qui n'aliène pas les populations mais aussi qui n'hésite pas à remettre en cause les classifications profondément ancrées ainsi que les visions et conceptions du monde considérées comme acquises et qui poussent les gens à lier leur sort à celui du système. Cela impliquerait de programmer « la grande marche » après et non avant que les négociations des Nations Unies sur le climat ne se terminent à Paris, afin de réfuter l'idée selon laquelle « le peuple » compte sur la sagesse et la bienveillance des élites mondiales pour sauver la planète. Cela impliquerait de remettre en question les solutions présentées comme progressistes qui conçoivent la crise climatique comme une question liée aux États plutôt qu'aux catégories, comme l'illustrent les propositions visant à diviser le « budget carbone » par pays. Cela impliquerait d'exhorter y compris les gouvernements socialistes et progressistes à adopter des voies de développement non extractivistes et qui ne dépendent pas des énergies fossiles.

Après avoir réussi à inscrire le slogan « Changez le système ! » à l'ordre du jour, il nous reste désormais à le rendre convaincant en expliquant clairement nos « alternatives systémiques » et nos « utopies concrètes ». ■

Toute correspondance est à adresser à Herbert Docena <herbertdocena@gmail.com>

> Pratiquer la sociologie publique

Ariane Hanemaayer, Université d'Alberta (Canada) et **Christopher J. Schneider**, Université Wilfrid Laurier (Canada)



Ariane Hanemaayer et Christopher Schneider expérimentent la sociologie publique.
Photo : Ariane Hanemaayer.

Le principe de la sociologie publique est d'établir un dialogue entre différents publics en vue d'un enrichissement réciproque. Il existe bien sûr de nombreuses façons passionnantes de pratiquer la sociologie publique. Dans ce court article, nous examinons deux manières « analogues » de pratiquer la sociologie publique. (Pour des exemples « numériques », cf. le site de l'ISA *Public Sociology, Live!* ou « e-public sociology » in Hanemaayer et Schneider, *The Public Sociology Debate*, 2014.) Notre premier exemple de mise en pratique de la sociologie publique a consisté à mettre sur pied un « café philo » consacré à la sociologie, que nous avons appelé le *Sunday Sociologist*. De cette première initiative est née notre deuxième mise en pratique : des cours universitaire à partir de ce que nous avons défriché lors de nos réunions du *Sunday Sociologist* au café. C'est dans ces cafés – parfois également désignés sous le nom de *penny universities* (en référence au penny symbolique à payer à l'entrée) – que traditionnellement se produisaient des échanges dialogiques entre divers publics, notamment des étudiants, des commerçants et des intellectuels.

Sur le modèle des *penny universities*, nous avons lancé en 2009 le *Sunday Sociologist* (www.sundaysociologist.com),

dans l'espoir de réunir des individus représentant un large éventail de points de vue. Nous avons convié des membres de la population locale, des professeurs d'université et des étudiants, à se réunir une fois par mois dans un café du centre-ville de Kelowna (en Colombie britannique, Canada) pour débattre et discuter sur des questions qui nous intéressent tous (actualité nationale, vidéos virales, projets politiques, etc.). L'objectif était d'une part d'entrer en contact avec des populations diversifiées, et d'autre part de progresser mutuellement sur des sujets importants à l'échelle locale ou globale. Les conversations ont souvent débouché sur des débats fructueux et animés, qui ont contribué à cristalliser, modeler et développer nos vies de sociologues professionnels en attirant notre attention sur d'importants problèmes d'ordre privé et des questions de société qui se posent *en dehors* des salles de classe.

Nous avons choisi d'organiser ces réunions chaque deuxième dimanche du mois, en début de soirée, l'objectif étant de permettre à des personnes qui travaillent à plein temps de venir – des personnes qui ne pourraient pas le faire en semaine. Notre café sociologique a été annoncé sur une page web gratuite. Parmi les personnes qui sont venues assister à ces réunions mensuelles, il y avait des



universitaires, des lycéens et des étudiants, des retraités – ainsi qu’un certain Brendan, qui s’est lui-même présenté comme « vendeur d’aspirateurs » et « non-initié ».

Quoique le nom de notre café sociologique ait été associé à un jour de la semaine, nous prétendions mettre en avant l’idée que quels que soient le parcours et les convictions politiques et sociales des uns et des autres, nous sommes tous amenés à réfléchir tout au long de notre vie sur des questions sociologiques – que nous en soyons conscients ou non. À la différence du chimiste, c’est un public vivant que nous avons dans nos laboratoires – le fait social les transforme, et ils transforment le fait social. L’imagination sociologique existe déjà en germe ; si elle peut inspirer une soirée de réflexion, alors le fait de cultiver ce type de réflexion peut être considéré comme quelque chose d’utile dans la vie du public que nous rencontrons dans nos réunions au café.

Le Sunday Sociologist a par ailleurs inspiré un cours financé par l’université et doté de son propre programme d’études. L’idée était d’inviter le public à assister à des cours de sociologie. Chaque semaine, un sociologue invité allait donner un cours d’une heure, dans un langage accessible à tous, suivi d’une heure de discussion en petit comité (le nombre d’étudiants a été limité à 30). Chaque semaine, le thème et l’intervenant invité étaient annoncés dans les publications de l’université et sur les réseaux sociaux. Environ 100 personnes assistaient chaque semaine à ces cours. Les étudiants en sociologie et les membres du public étaient répartis dans les différents groupes de discussion afin qu’ils puissent dialoguer ensemble. Puis, en compagnie du professeur de sociologie invité et de son assistant, nous allions d’un groupe à l’autre, pour écouter et pour apporter des éléments d’information sociologiques à la discussion.

Certaines des personnes qui fréquentaient régulièrement nos réunions du Sunday Sociologist assistaient également aux cours. Les réactions ont été très enthousiastes, comme dans le cas par exemple de Brendan, cet homme qui s’était présenté comme vendeur d’aspirateurs, qui a fait la remarque suivante : « Le fait de pouvoir prendre part à ces conversations, et de découvrir, à ma grande surprise, que j’ai quelque chose à apporter, a été une expérience participative très stimulante comme je n’en avais jamais ressentie auparavant ». Un autre membre de l’assistance a observé pour sa part : « C’est un privilège et un plaisir pour quelqu’un de mon âge – j’approche les 80 ans – d’écouter et de me mêler à des esprits plus jeunes et plus vifs ».

Ces différentes initiatives pour pratiquer la sociologie publique nous ont amenés à réfléchir sur nos engagements et nos démarches sociologiques. L’un des dilemmes auxquels nous avons été le plus souvent confrontés a été de savoir comment transmettre des idées sociologiques complexes de manière claire et susceptible d’intéresser le grand public. Si ce travail auprès de la population a représenté un investissement supplémentaire qui venait s’ajouter à notre travail habituel de sociologue, il s’est également révélé comme une expérience d’enseignement participatif incroyablement gratifiante. Nous avons bénéficié d’un large soutien de la part du public, et nous avons trouvé encourageant d’explorer de nouveaux moyens de faire participer la population à notre travail. Le contexte général dans lequel nous avons lancé ces initiatives a sans doute contribué à leur succès.

Kelowna est un lieu où il fait bon vivre, à l’intérieur des terres du sud de la Colombie britannique, et qui compte un grand nombre de retraités aisés. Parmi les personnes qui assistaient au Sunday Sociologist et aux cours de sociologie publique, beaucoup étaient des retraités aisés qui avaient un niveau d’études supérieures. C’était le cas par exemple de Joyce, qui assistait régulièrement à la fois à nos réunions du Sunday Sociologist et aux cours, et qui s’est exprimée ainsi : « J’avais oublié à quel point j’avais aimé étudier la sociologie dans les années 70 et 80 et à nouveau, je trouve cela tellement stimulant ». Tenter de développer des initiatives semblables auprès de travailleurs de classes plus populaires, par exemple, pourrait être une entreprise autrement plus difficile. Notre projet reposait sur des hypothèses de départ liées à la communauté au sein de laquelle nous avons lancé ces initiatives : nous partions du principe que la plupart des personnes intéressées avaient accès à un ordinateur et à Internet, qu’elles écoutaient les informations locales et les stations de radio politiquement orientées à gauche qui annonçaient ces initiatives, et qu’elles étaient motivées pour collaborer avec l’université au développement de possibilités alternatives. Les sociologues qui souhaiteraient introduire des initiatives semblables auprès des communautés qui les entourent devraient réfléchir aux difficultés susceptibles de se présenter dans le milieu dans lequel ils travaillent afin d’élaborer des stratégies adaptées permettant de faire participer ces communautés dans les situations concrètes qui sont les leurs. ■

Toute correspondance est à adresser à Ariane Hanemaayer <ahanemaa@ualberta.ca> et Christopher J. Schneider <cschneider@wlu.ca>

> Réaffirmer le droit à la ville : Mobilisation populaire au Chili

Simón Escoffier, Université d'Oxford (Royaume-Uni)



Une peinture murale à Villa Francia, l'un des quartiers conflictuels de Santiago du Chili, exhorte les habitants à « s'organiser pour lutter » et à « lutter pour vaincre ».
Photo : Nathalie Vuillemin.

Malgré une longue histoire de mobilisation sociale, les habitants pauvres des villes du Chili ont souvent, depuis 1990, été présentés comme des acteurs politiques passifs, victimes de la ségrégation et d'autres maux sociaux. Cependant, sur la base des recherches que j'ai menées dans la commune de Peñalolén dans la région métropolitaine de Santiago du Chili, je soutiens que, au moins dans certains cas, ces citoyens pauvres ont su organiser une résistance durable pour réaffirmer leur droit à la ville.

>>

David Harvey (2008 : 23) définit le droit à la ville comme « le droit de nous changer en changeant la ville ». En faisant le lien entre urbanisation et capitalisme, et dans le droit fil d'une tradition intellectuelle qui défend la priorité des personnes sur le profit, Harvey suggère que les êtres humains méritent de pouvoir redéfinir les processus d'urbanisation par le biais d'un pouvoir collectif. Pour les habitants pauvres des villes, exercer le droit à la ville implique souvent de défendre leur habitat urbain et leur accès aux services et aux ressources de la ville, en résistant au phénomène urbain des surplus de production générés par le capitalisme.

Les principales études scientifiques donnent à penser que, moyennant une mobilisation collective constante, les habitants pauvres des villes chiliennes sont parvenus avec succès à faire valoir leur droit à la ville – quoique de manière plus systématique à certaines époques qu'à d'autres. Les luttes collectives pour le logement menées par les citoyens pauvres au Chili remontent aux années 1920. Lié aux partis politiques et à de nombreuses autres institutions, ce qui est connu comme le *movimiento de pobladores*¹ a joué un rôle essentiel dans la vie politique nationale, en s'emparant d'espaces urbains pour faire pression sur le gouvernement. Entre 1957 et 1970, les occupations de terrains se sont multipliées, au point de redessiner les villes du Chili, en particulier Santiago. Ainsi, en 1972, sous le régime de Salvador Allende, 16,6% de la population de Santiago vivait dans des logements informels (Santa María, 1973: 105).

Considérés comme le berceau d'organisations d'extrême gauche, de nombreux bidonvilles ont subi une répression très dure pendant la dictature militaire (1973-1989). Certains, devenus des bastions de résistance populaire, ont joué un rôle crucial dans les mouvements nationaux de protestation qui ont dénoncé à partir de 1983 la cruauté du régime dictatorial.

Après 1990 – quand la démocratie a été rétablie au Chili – les actions prolifiques et coordonnées des *pobladores* ont disparu de la littérature académique. Bien que plusieurs centres de recherche se soient tout au long des années 80 intéressés de près aux mobilisations populaires – par exemple l'Université du Chili, l'Université pontificale catholique du Chili, le CIDU, SUR, Flacso, la Vicaría de la Solidaridad –, dans les années 90 l'accent était mis sur la démobilisation plutôt que sur l'action collective, et les bidonvilles étaient décrits comme des foyers de criminalité, de trafic de drogue et d'autres maux de société (Hipsher, 1996 ; Tironi, 2003).

Le secteur est de Peñalolén – à côté d'autres initiatives mises en œuvre dans différentes villes du Chili – offre un contre-exemple à ces récits de démobilisation. En effet, les habitants des quartiers populaires de Peñalolén ont pris de manière systématique des initiatives politiques

contestataires au cours des 25 dernières années, et sont parvenus non seulement à faire valoir leur droits mais aussi à réellement transformer leurs quartiers et leur environnement immédiat.

Revendiquant leur « droit à vivre », et organisées autour de l'Association des Comités de Personnes sans Logement, près de 900 familles d'occupants venues de différents quartiers de Peñalolén ont envahi des terrains à prix élevé, à l'est de la circonscription. Au cours de l'hiver 1992, ils ont créé Esperanza Andina, la première occupation de terrains du nouveau régime démocratique du Chili. Grâce à une solide organisation communautaire, et en rejetant toute alliance avec les partis politiques et le gouvernement, Esperanza Andina a réussi à faire entendre la voix des *pobladores* qui réclamaient des logements sociaux dans l'habitat urbain local – en évitant la solution, si souvent privilégiée par les politiques de la ville, du déplacement des populations pauvres vers des logements sociaux en périphérie. Après plusieurs années de luttes, de conflits et de négociations, les habitants ont obtenu des droits sur les terrains occupés, qui leur ont permis d'officialiser l'installation dans leurs quartiers, et d'obtenir des aides pour y construire des maisons.

En juillet 1999, les besoins persistants de logements, ainsi que le refus des habitants d'être expulsés vers la périphérie, ont conduit à une nouvelle occupation de terrains à Peñalolén. Ce qui est désormais connu comme la « Toma de Peñalolén » [la Prise de Peñalolén] est sans aucun doute l'occupation de terrains la plus importante intervenue au Chili depuis 1990. Le mouvement de la Toma, auquel 1.800 familles ont participé, a fait pression sur les autorités pour qu'elles apportent des aides au logement social dans la circonscription. Malgré la scission du mouvement de la Toma – une faction plus radicale ayant été écartée des négociations –, près de 900 familles ont été relogées en 2006 dans des maisons construites à Peñalolén, tandis que la plupart des autres familles se sont vues assigner des parcelles dans d'autres circonscriptions.

La lutte pour le logement social à Peñalolén se poursuit encore aujourd'hui. En effet, depuis 2006, le Mouvement des Habitants en Lutte (MPL, *Movimiento de Pobladores en Lucha*) – une organisation populaire d'extrême-gauche – a coordonné les comités pour le logement qui réclament le droit à un logement social dans le quartier de résidence.

Le cours des événements à Peñalolén montre cependant que la lutte pour des logements sociaux pourrait ne pas suffire à assurer aux habitants pauvres des villes des droits substantiels dans la ville. En 2009, des associations locales et des associations de résidents ont appris l'existence d'un nouveau « grand programme » pour Peñalolén. En modifiant les lois foncières pour permettre la construction d'immeubles, en incorporant de nouvelles autoroutes pour améliorer l'accès par route à la municipalité, et en attirant

de nouveaux commerces, ce nouveau grand programme visait à revaloriser ce secteur en augmentant la valeur des terrains. Qui plus est, le grand programme n'incluait pas suffisamment de terrains pour répondre aux besoins en logements sociaux de la municipalité. Tandis que certains habitants ont accueilli favorablement ces changements, la plupart des associations locales ont tenu bon et rejeté ce qui était perçu comme une menace de « gentrification » du quartier (réhabilitation au détriment de ceux qui y habitent et au profit d'une population plus aisée). Ces associations ont mené campagne contre le « grand programme » et demandé l'organisation d'un référendum dont le résultat s'imposerait légalement dans la municipalité. Après des campagnes qui ont fait l'objet de nombreux conflits entre la municipalité et les associations locales de quartier, fin décembre 2011 le « grand programme » a été finalement démocratiquement rejeté. En prévenant la menace de « gentrification » du secteur, les habitants pauvres de Peñalolén ont réussi à conserver un habitat urbain qu'ils avaient eux-mêmes créé en y construisant leurs maisons et en les occupant dans les années 60 et 70.

Lo Hermida, le quartier est de Peñalolén, a développé depuis 25 ans une forte culture orientée vers la mobilisation et la contestation. En mobilisant les valeurs communautaires et une identité fondée sur l'action collective, ses habitants mènent diverses initiatives dans le but de réintégrer collectivement des espaces qui ont été cooptés par d'autres acteurs sociaux. Par exemple, les habitants organisent des ateliers de musique ou des vergers communautaires sur les places du quartier, de façon à redonner du sens et à réoccuper des espaces investis par

les trafiquants de drogue ou que des entreprises privées cherchent à s'approprier.

Peñalolén, qui fait figure de condensé historique de contestation collective, fait écho à de nombreuses autres initiatives menées par les habitants pauvres des villes du Chili qui revendiquent un véritable accès à des droits dans la ville (Sugranyes, 2010). Ces luttes montrent que les habitants pauvres des villes chiliennes restent capables d'organiser des actions collectives contestataires, efficaces et durables, pour revendiquer leur droit à la ville. ■

Toute correspondance est à adresser à Simón Escoffier
<simon.escoffier@sant.ox.ac.uk>

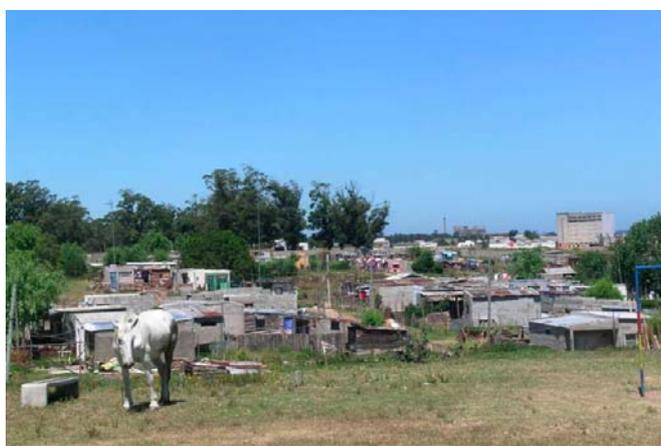
¹ Entre 1920 et 1989, le mouvement des habitants pauvres des villes du Chili a été traditionnellement désigné comme *movimiento de pobladores* en espagnol. À noter que, bien que je fasse ici référence aux « habitants » pour parler de ces *pobladores*, le terme espagnol a une connotation politique particulière dans l'histoire du Chili puisqu'il fait référence aux habitants des quartiers populaires qui luttent pour leurs droits collectifs.

Références

- Harvey, D. (2008) "The Right to the City." *New Left Review* 53: 23-40. Consulté sur : <http://newleftreview.org/II/53/david-harvey-the-right-to-the-city>.
- Hipsher, P. (1996) "Democratization and the Decline of Urban Social Movements in Chile and Spain." *Comparative Politics* 28(3): 273-297.
- Santa María, I. (1973) "El desarrollo urbano mediante los 'asentamientos espontáneos': El caso de los 'campamentos' chilenos." *EURE* 3(7): 103-112.
- Sugranyes, A. (2010) "Villa Los Condores, Temuco, Chile Against Eviction and for The Right to the City," pp. 145-148 in A. Sugranyes et C. Mathivet (éds.) *Cities for All Proposals and Experiences towards the Right to the City*. Santiago de Chile: Habitat International Coalition (HIC).
- Tironi, M. (2003) "Nueva Pobreza Urbana, Vivienda y Capital Social en Santiago de Chile," 1985-2001. *Revista de Sociología*. Santiago: Predes Editores.

> Habitat informel et politique en Uruguay

María José Álvarez Rivadulla, Universidad del Rosario, Bogota (Colombie), membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA sur le Développement régional et urbain (RC21)



À Montevideo, dans un quartier d'implantation sauvage qui s'est développé en bordure d'une précédente occupation organisée.
Photo : María José Álvarez Rivadulla.

Bien que les occupations de terrains soient souvent perçues comme un phénomène spontané, comme une conséquence « naturelle » de conditions économiques très dures, un examen attentif de la situation à Montevideo permet de se rendre compte de l'importance de l'organisation, c'est-à-dire comment les réseaux politiques ont tiré profit des élections ou de la décentralisation.

Montevideo a considérablement changé au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle : sous les effets conjugués du néolibéralisme et de la démocratisation, la capitale uruguayenne est devenue de plus en plus inégalitaire et marquée par la ségrégation. Peut-être le changement le plus visible – pour ainsi dire la partie émergée de l'iceberg – a-t-il été l'augmentation des *asentamientos irregulares* (« quartiers d'habitat informel »).

Les quartiers d'implantation sauvage de Montevideo ont connu des changements sur le plan à la fois quantitatif et qualitatif. Ils se sont étendus de façon spectaculaire, mais paradoxalement, ils ont été de plus en plus le fruit d'une organisation préalable. Des difficultés d'ordre structurel, liées à des phénomènes persistants de désindustrialisation, à la pauvreté, à la réduction des dépenses de l'État et aux bas salaires, et peut-être plus directement encore, à la hausse des loyers, expliquent sans aucun doute ces changements. Mais pour donner une représentation complète de la réalité, il est nécessaire d'examiner la place des considérations politiques et des changements économiques ; en effet, la démocratisation et la compétition électorale ont joué un rôle dans la vague d'occupations de terrains.

En Amérique latine, le rôle de l'État et des acteurs politiques dans le phénomène des occupations de terrains retient depuis longtemps l'attention, en partie parce que leur implication est particulièrement importante. Le cas de Montevideo est cependant un cas un peu à part, même dans le contexte latino-américain. Bien que des invasions de terrains « par accroissement » – ces bidonvilles connus en Uruguay sous l'appellation de *cantegriles* – soient intervenues de manière occasionnelle depuis les années 40, la capitale uruguayenne a su intégrer dans des logements « réguliers » la plupart des populations rurales qui avaient migré en ville pendant la période d'industrialisation conduite par l'État. Même dans les années 80, et malgré des signes alarmants d'accroissement des inégalités socio-économiques en milieu urbain, Montevideo restait une ville plus égalitaire que d'autres villes du continent, que ce soit au plan économique ou territorial.

Mais dans les années 90, les zones de bidonvilles ont commencé à s'étendre : en 1999, la moitié des bidonvilles de Montevideo avaient moins de 15 ans, et parmi ces nouveaux bidonvilles, environ un tiers résultaient d'occupations organisées. Certaines invasions planifiées avaient même un objectif utopiste, du moins au début : ces premiers occupants ne prétendaient pas seulement

>>

répondre à des besoins basiques de logement. Généralement issus de factions radicales de la gauche, leurs leaders assimilaient les occupations planifiées de terres à une sorte de réforme foncière populaire – une critique implicite des politiques gouvernementales en matière de logement. D'autres, moins utopistes, se sont eux aussi organisés pour saisir des terres, en mesurant et distribuant les parcelles, en aidant les autres occupants à construire des maisons, en délimitant des rues et des espaces publics, en répondant aux besoins quotidiens, en créant et en appliquant des normes. Ils se sont en outre organisés pour réclamer des services publics, des écoles, des centres médicaux et une régularisation de leur quartier. Les occupations illégales sont sans doute la manifestation la plus importante de l'action politique des habitants pauvres des villes en Uruguay ces dernières années, de manière fort semblable à ce que Portes et Walton décrivaient dans leur livre *Urban Latin America* au sujet du reste du continent 30 ou 40 ans plus tôt.

Qu'y a-t-il derrière cette évolution ? La question est d'autant plus intrigante que Montevideo n'a pas vu sa population véritablement augmenter : les ruraux qui migrent vers la ville ont coutume de peupler les zones d'habitation informelles ailleurs que dans la capitale. De nombreux habitants des bidonvilles de Montevideo étaient originaires de quartiers mieux lotis de la ville, qu'ils ont été obligés de quitter au moment de fonder une famille ou sous l'effet de conditions de travail précaires liées à la désindustrialisation ; d'autres en ont été chassés par l'envolée du prix des loyers.

Toujours est-il que les facteurs économiques ne peuvent pas à eux seuls expliquer pourquoi certains groupes et certaines familles dans le besoin ont décidé d'occuper des terrains à des moments donnés, et non à d'autres moments plus difficiles – comme celui de la crise économique de 2002. Des facteurs politiques, et en particulier électoraux, ont facilité l'émergence et la consolidation de nouveaux *asentamientos* à Montevideo, en particulier ceux qui étaient planifiés. La fin de la dictature en Uruguay et l'émergence de la coalition de gauche du Frente Amplio (le Front élargi) comme troisième force politique en passe de gagner les élections, puis son arrivée au pouvoir à la mairie de Montevideo en 1990, ont intensifié la compétition électorale dans la ville – et poussé tous les partis à tolérer, voire faciliter, de nouvelles occupations de terrains.

La plupart des leaders des occupations illégales organisées dans les bidonvilles créés autour des années 90 avaient des liens avec des responsables politiques de différents partis. Bien que la plupart aient répété à l'envi « notre action est apolitique », elle était en fait politique au plus haut point. Autrefois, c'était au Parti Colorado que s'adressaient ces représentants des habitants des bidonvilles pour réclamer des travaux de voirie, le ministre des Travaux publics étant issu de ce parti ; mais ils entrete-

naient également des liens avec un conseiller du Frente Amplio, qui pouvait leur donner des informations sur les terrains disponibles susceptibles d'être occupés, tout en essayant de rester dans les bonnes grâces de tel ou tel député du Parti Blanco venu visiter un bidonville.

Tous les acteurs de la ville ont cependant tôt fait de réaliser que ce qui pouvait apparaître comme une solution de logement pour les familles dans le besoin, ou un moyen d'obtenir des votes, pouvait à l'avenir être la source de sérieux problèmes. Les conditions de vie dans les bidonvilles sont très précaires, et les prestations de services peuvent y avoir un coût rédhibitoire – alors même qu'on trouve des logements vides dans des quartiers « réguliers » bien pourvus en services publics. Les responsables de l'administration locale et les responsables politiques étaient parfaitement conscients du problème, ce qui explique pourquoi le nombre d'occupations de terrains n'a pas fortement augmenté avec la crise économique de 2002, et pourquoi le Président Mujica – d'ordinaire sensible aux revendications populaires – est personnellement intervenu dans une expulsion médiatisée en 2011. En outre, la compétition pour gagner le vote des populations déshéritées des villes a diminué d'intensité après la seconde victoire du front de gauche aux élections présidentielles de 2009.

Bien que la vague d'occupations illégales à Montevideo puisse apparaître relativement de courte durée, ses conséquences ont laissé des traces durables dans la société et la ville. Même dans le contexte actuel de boom économique, les *asentamientos* ont encore un accès limité aux services de base et connaissent toute une série de problèmes sociaux et économiques. Le programme visant à moderniser les bidonvilles a été étendu à de nombreux nouveaux quartiers, mais l'amélioration des infrastructures ne suffit pas. On ne peut pas effacer d'un coup une réalité vieille de 20 à 25 ans : toute une génération de jeunes qui ont grandi dans des conditions de pauvreté, de précarité et de ségrégation portent encore le stigmate d'avoir grandi dans des bidonvilles, ces espaces identifiés comme des « zones rouges » par le reste des habitants de la ville.

Ce qui n'empêche pas les choses d'avancer. Des jardins publics bien dotés sont construits, en particulier dans les quartiers les plus démunis proches des bidonvilles. De nouveaux programmes d'aide au logement sont mis en place. Grâce à une incitation fiscale sous forme d'exemption d'impôt, la construction de logements sociaux par des entrepreneurs privés a connu un bond dans plusieurs quartiers de la ville. Les coopératives de logement ont également connu un essor. L'inclusion effective des bidonvilles et de leurs habitants reste néanmoins l'un des plus grands défis pour Montevideo. ■

Toute correspondance est à adresser à María José Álvarez Rivadulla <majo.alvarez.rivadulla@gmail.com>

> L'essor du Mouvement des travailleurs sans-toit au Brésil

Cibele Rizek et André Dal'Bó, Université de São Paulo, Brésil



Sur l'avenue Paulista, dans le centre de São Paulo, une manifestation organisée par le MTST réclame « plus de réformes et plus de droits pour le peuple ».

Le Movimento dos Trabalhadores Sem Teto (MTST, Mouvement des travailleurs sans-toit) a été fondé au Brésil à la fin des années 90 pour rassembler les « ouvriers, travailleurs du secteur informel, travailleurs sous-employés ou sans emploi, qui comme des millions de Brésiliens n'ont pas accès à un logement décent et vivent en location dans des quartiers en proie à l'insécurité urbaine, essentiellement dans la périphérie des grandes villes du Brésil ». Le MTST, qui s'est imposé comme un acteur très actif de la politique de la ville au Brésil, est à l'initiative d'un grand nombre

des manifestations de rue qui ont agité la société brésilienne depuis un an, et sa vitalité organisationnelle permet d'apporter un éclairage irremplaçable dans les débats sur la politique nationale.

Il est important de noter que ce mouvement présente des différences notables avec les mouvements pour le droit au logement qui étaient apparus dans les années 80, lesquels sont alignés maintenant sur la politique du gouvernement fédéral dirigé par le Parti des Travailleurs (PT). Quoique le MTST soit à l'origine lié au Mouvement

>>

des sans-terre (MST, essentiellement un mouvement de lutte pour l'accès à la terre), il a été fondé à l'occasion de la Marche nationale des Peuples de 1997, lorsque des activistes appartenant à un mouvement de sans-terre ont participé à l'occupation du parc Oziel à Campinas, dans l'État de São Paulo. Cinq ans plus tard, le MTST organisait sa première occupation du campement dit « Anita Garibaldi » à Guarulhos.

Depuis cette première occupation, le MTST est à l'origine d'une dizaine d'occupations d'envergure dans les régions de São Paulo et Campinas, dont les campements Chico Mendes (à Taboo da Serra, 2005), João Candido (Itapeerica da Serra, 2007), Frei Tito (Campinas, 2007), Jesus Silverio (Embu das Artes, 2008), Zumbi dos Palmares (Sumaré, 2008), Dandara (Hortolandia et Santo André simultanément, 2011) et les Novos Pinheirinhos (Santo André et Embu das Artes, 2012).

Au mois de juin 2013, le Brésil a connu une intensification des protestations populaires, qui marque la fin d'une longue période de démobilitation liée au revirement néolibéral de la politique du gouvernement. Ce n'est pas un hasard si le MTST a multiplié les actions, les affrontements avec les promoteurs privés, le marché de l'immobilier et les autorités devenant quasi-quotidiens. S'ajoutant à de fréquentes manifestations de rue, les occupations de terrains et d'immeubles abandonnés ou inutilisés inspirées par le MTST ont augmenté de manière exponentielle entre juin 2013 et août 2014 à São Paulo et dans d'autres grandes agglomérations : plus de 100 actions ont été enregistrées dans tout le Brésil au cours des douze derniers mois.

Le Brésil souffre d'une pénurie croissante de logements, le déficit dans les zones métropolitaines ayant augmenté de 10% entre 2011 et 2012. Chaque jour, des milliers de familles brésiliennes sont chassées de leur logement par la flambée des prix des terrains, de l'immobilier et des loyers qui caractérise le boom actuel du marché immobilier. Cette pénurie de logements intervient au moment même où le gouvernement met en œuvre le plus grand programme de construction de logements sociaux de l'histoire du pays. Conjointement à d'autres programmes sociaux, le programme baptisé « Minha Casa Minha Vida » (« Ma maison, Ma vie ») a contribué à la croissance économique en favorisant la création d'emplois et l'accès à des biens de consommation et à des services auparavant réservés à de plus hauts revenus. Paradoxalement, le programme de construction de logements sociaux a renforcé les phénomènes urbains de ségrégation et d'exclusion, en

n'aidant pas les Brésiliens les plus pauvres à s'installer de façon permanente dans les zones centrales des villes et en ne fournissant pas les services et infrastructures nécessaires à la vie quotidienne des nouveaux habitants de ces périphéries urbaines de plus en plus étendues.

Dans ce contexte, les actions du Mouvement des Travailleurs sans-toit ont joué un rôle clé dans l'élaboration de la politique urbaine au Brésil. Mais les liens de plus en plus importants du mouvement avec le programme gouvernemental de logements sociaux ont rendu sa position plus délicate : les négociations sur les occupations ont placé le mouvement en position d'intervenant à la fois « interne » et « externe » dans les débats sur la politique du gouvernement.

Cette ambiguïté apparaît de manière particulièrement nette dans l'aboutissement des occupations menées par le mouvement. Une fois qu'une occupation conduite par le MTST aboutit à des négociations avec la mairie, il est demandé aux autorités municipales d'exproprier les terrains occupés – à la suite de quoi, dans de nombreux cas, le MTST demande que les familles qui ont participé à l'occupation soient incluses dans le programme gouvernemental de logements sociaux. Mais les nouveaux logements sociaux risquent fort de contribuer à la ségrégation spatiale, sachant que ces nouveaux logements destinés aux populations pauvres sont presque toujours construits dans les périphéries des grandes villes, ce qui ne fait que renforcer les inégalités spatiales existantes.

Le MTST se retrouve dans une position ambiguë. Alors même que des activistes négocient avec les autorités pour obtenir des places dans le programme de logements sociaux – une politique publique mise en œuvre par le marché immobilier –, les occupations et les manifestations menées par le mouvement continuent d'être violemment réprimées au moyen d'expulsions et d'arrestations et se soldent parfois même par des morts. Le Mouvement des sans-toit fait ainsi ressortir ce qui sans cela resterait occulté au sujet de la politique sociale brésilienne : les injustices et les inégalités qui caractérisent les villes brésiliennes, le caractère insuffisant des changements et des programmes sociaux, la persistance des conflits et du combat politique même après 12 ans de présence au pouvoir du Parti des Travailleurs. Et, peut-être plus important encore, le mouvement incarne, en tant qu'acteur clé des luttes sociales au Brésil, l'espoir d'un avenir plus juste et plus égalitaire pour les populations urbaines les plus pauvres du Brésil. ■

Toute correspondance est à adresser à Cibele Rizek <cibelelr@uol.com.br>

> Afrique du Sud La contestation des pauvres

Prishani Naidoo, Université du Witwatersrand (Afrique du Sud)



À la veille de la Coupe du monde de 2010, des habitants du township d'Orlando à Soweto protestent contre l'exclusion de leur communauté des projets de construction.

Photo : Nicolas Dieltiens.

Dans le discours dominant des 20 premières années de démocratie non- raciale et représentative en Afrique du Sud, l'accent est surtout mis sur la réussite des institutions, des acteurs, des mesures et des processus politiques officiels définis et mis en place durant cette période. Pourtant, des forces qui interviennent en marge du cadre officiel s'immiscent constamment dans la vie politique du pays. Parmi les manifestations sans doute les plus virulentes de cette intrusion de l'informel, figurent des mouvements de pro-

>>

testation, qui à l'origine émergent en marge de tout parti politique, de toute organisation ou de tout syndicat, parmi de pauvres gens unis par les problèmes communs qu'ils doivent affronter au quotidien.

À ce titre, les luttes menées par les habitants des bidonvilles et des townships – des espaces conçus pendant l'apartheid pour maintenir la population noire dans des conditions de vie marquées par un caractère informel permanent – acquièrent une importance particulière. Ces conditions de vie étaient jugées nécessaires pour maintenir les Noirs dans leur position subalterne et « prévenir les problèmes ». C'est en effet en réaction aux occupations illégales menées par la population noire dans les zones urbaines que le régime d'apartheid s'était vu contraint de faire évoluer au fil des années la politique mise en œuvre dans le but de contrôler le mouvement des Noirs (lesquels n'étaient perçus que comme de la main-d'œuvre bon marché). C'est ce qui fut notamment à l'origine de la création de « villes informelles » et de townships. Mais c'est aussi là et à partir de là, que les mouvements de lutte contre l'apartheid se sont développés, et qu'un nouveau mode de vie – après l'apartheid – a pu être imaginé et cultivé.

Aujourd'hui, plus de 20 ans après le démantèlement officiel des institutions et de la politique d'apartheid, la vie d'une grande partie des pauvres d'Afrique du Sud reste caractérisée par son caractère informel. Ces populations habitent dans des quartiers de plus en plus étendus où perdurent des conditions de vie proches de l'apartheid. Il n'est donc pas étonnant que depuis la fin des années 90, chaque hiver (mais aussi, de plus en plus souvent, à d'autres moments de l'année), les habitants pauvres des townships et des bidonvilles descendent dans les rues et sur les routes de leurs quartiers pour réclamer l'accès aux ressources qui leur permettraient d'avoir un niveau de vie et une qualité de vie qui soient décentes, notamment l'accès à des services de base comme l'eau, l'électricité et des logements décentes. Ce phénomène est devenu de plus en plus présent dans la vie sud-africaine. Après un premier essor au début des années 2000, il s'est développé à un rythme beaucoup plus soutenu depuis 2004.

Dès 1997, des incidents isolés étaient signalés dans l'ensemble du pays, concernant des groupes d'habitants pauvres protestant après qu'on leur ait coupé l'électricité et l'eau. Au cours des trois années qui ont suivi, ce type d'incidents est devenu beaucoup plus fréquent, les communautés les plus pauvres subissant l'emprise croissante des différentes formes de privatisation, conjuguée à la perte d'emplois et à la flexibilisation du travail – tout cela résultant des mesures macro-économiques néolibérales adoptées en 1996 par le gouvernement de l'ANC. Les cas de coupures d'eau et d'électricité et d'expulsions se sont multipliés au fur et à mesure que les municipalités rendaient les services de base payants. Les habitants touchés par ces mesures se sont unis pour protester contre

celles-ci sous différentes formes : manifestations, piquets de grève, actions pour empêcher les fonctionnaires d'accéder à leur lieu de travail, attaques contre des bâtiments officiels ou encore raccordement illégal aux réseaux d'eau et d'électricité. Ces luttes ont été menées en collaboration avec d'autres activistes indépendants qui commençaient à identifier un ennemi commun dans toutes ces luttes apparemment distinctes et sans rapport les unes avec les autres – un ennemi commun dénommé « néolibéralisme ».

En 2001, la persistance des actions et critiques des groupes participant à ces mouvements de protestation ont conduit les commentateurs à annoncer l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux et associatifs » dont la caractéristique la plus importante était qu'ils étaient les premiers mouvements postérieurs à 1994 [date des premières élections multiraciales] à se positionner en marge de l'ANC (et même en opposition à l'ANC) et plus généralement du mouvement auquel il est lié. Dans un livre paru en 2002 qui a fait autorité, intitulé *We Are The Poors* [Nous sommes les pauvres], le sociologue Ashwin Desai proclamait ainsi la naissance d'un nouveau sujet politique, « les pauvres », un sujet qui a été porté par les luttes organisées par les communautés (aux côtés d'étudiants, d'intellectuels, de chercheurs et autres activistes indépendants) pour combattre les diverses conséquences de l'adoption d'une politique néolibérale par le gouvernement dirigé par l'ANC.

En 2004, beaucoup de ces mouvements étaient déjà sur le déclin. Les effets cumulés de la répression exercée par l'État, des querelles politiques internes aux organisations, et des difficultés pour accéder aux ressources ont durement éprouvé des collectifs qui reposaient largement sur l'énergie et l'engagement de leurs membres (pour la plupart sans emploi et pauvres). Dans beaucoup de cas, c'est la réaction des autorités à leurs revendications qui a contribué à neutraliser ces mouvements. Paradoxalement, 2004 a également été l'année qui a marqué le début d'une nette recrudescence des luttes, qui n'étaient pas sans rappeler celles qui avaient rendu populaires les « nouveaux mouvements » au début des années 2000. Une fois de plus, l'élément informel s'introduisait sur la scène politique, les mesures prises par les autorités à l'issue des conflits précédents ayant échoué à répondre aux besoins de la population.

De fait, la multiplication depuis 2004 des mouvements de protestation menés au niveau local par des populations pauvres en marge de toute structure politique organisée a été telle que le sociologue Peter Alexander a qualifié ces mouvements de « rébellion des pauvres ». Pour désigner de manière générale ce type d'actions, les médias ont créé puis popularisé l'expression abrégée *service delivery protests*, qui fait référence à ces manifestations réclamant un meilleur accès aux services publics. Bien que le manque d'accès à ces services (notamment aux

services de base et aux infrastructures) soient presque toujours au cœur de ces mouvements de protestation, la corruption des conseillers municipaux, la mauvaise gestion des fonds publics et des établissements publics, ainsi que la mauvaise communication entre les élus locaux et leurs administrés servent souvent de catalyseur aux actions menées. En 2012, au moins une action de ce genre se produisait par jour.

Dans beaucoup de cas, les protestations n'interviennent que lorsque les habitants ont épuisé les recours par la voie officielle et n'ont pas reçu de réponse de la part des pouvoirs locaux. Dans un recueil d'études de cas intitulé *The Smoke That Calls*, dirigé par Karl Von Holdt et al. et publié en 2011, les manifestants soutiennent que parfois le seul moyen d'attirer l'attention des autorités compétentes est de mettre le feu à des bâtiments publics ou de brûler des pneus sur des barricades (pour produire « la fumée qui sert d'alerte »). Plus des actions de cette nature se reproduisent, plus les médias reprennent l'expression de *violent service delivery protests* (violentes manifestations pour un accès aux services). Parallèlement, les interventions des forces de police sont devenues de plus en plus brutales, et les journaux ont signalé que la police serait responsable de la mort d'au moins 43 manifestants depuis 2009.

Aujourd'hui, les manifestations sont également souvent liées aux divergences au sein même des structures locales de l'ANC et des formations qui lui sont associées. Dans

certaines municipalités, des membres de l'ANC se sont ainsi regroupés et mobilisés contre leurs propres dirigeants élus, à la suite de batailles perdues au sein du parti ou du gouvernement ou pour dénoncer les pratiques clientélistes et les filières d'enrichissement personnel (par le biais d'appel d'offres ou d'accès privilégié aux emplois et aux financements). Alors que l'ANC est en proie à des divisions internes, il serait intéressant de voir comment les nouveaux acteurs politiques que sont par exemple les Combattants de la Liberté économique (EFF, Economic Freedom Fighters) ou le United Front (lancé par le Numsa, le syndicat sud-africain de la métallurgie conjointement avec d'autres mouvements associatifs et formations issues de la société civile) vont se positionner par rapport à ces rébellions locales des pauvres.

Bien que les acteurs politiques aient tendance à porter leur attention sur le domaine de la politique officielle (celle des partis et du parlement), le domaine informel continue à s'imposer comme un foyer persistant de contestation au niveau local. C'est là que réside le potentiel pour des formes alternatives de participation et de production. Beaucoup dépendra cependant des capacités et de la mobilisation collectives pour imaginer une autre manière de faire de la politique. ■

Toute correspondance est à adresser à Prishani Naidoo
<Prishani.Naidoo@wits.ac.za>

> **Zambie :**

La faible mobilisation sociale face aux expulsions

Singumbe Muyeba, Université du Cap (Afrique du Sud)



Tandis que des habitants expulsés tentent de trouver des solutions, un enfant contemple les décombres des maisons démolies lors d'une opération d'expulsion menée par les troupes du National Service zambien à Chinika (Lusaka).

Photo : Emmanuel Tembo.

Un matin d'avril 2013, des policiers armés et 15 véhicules blindés ont donné l'assaut à la section 10144 à Lusaka West pour expulser par la force des habitants qui ne se doutaient de rien et qui, face à un tel déploiement, n'ont pas eu d'autre option que d'assister impuissants à l'opération. Trente-trois maisons ont été démolies par les forces de police. Quelque 365 habitants, dont beaucoup occupaient ces terres depuis 20 ans, se sont retrouvés à la rue. Certains étaient des policiers subalternes. Aucun avis d'expulsion n'avait été émis, et aucun membre du conseil municipal de Lusaka ni aucun huissier de justice

n'était présent sur les lieux. Une fois l'expulsion achevée, de hauts fonctionnaires de police se sont approprié les terres confisquées. Le même mois, d'autres expulsions et démolitions ont suivi. Se sentant spoliées, les familles expulsées ont entamé le 15 mai une marche de protestation en direction du Bureau de la Vice-Présidence mais ont été arrêtées et dispersées par des policiers en armes : elles n'avaient pas l'autorisation de la police requise par la Loi sur l'Ordre public. Sans personne vers qui se tourner, les victimes d'expulsions ne pouvaient compter que sur elles-mêmes. Pourquoi cette première étincelle n'a-t-elle pas suffi à déclencher un mouvement de lutte

contre les expulsions ? Et comment expliquer que les mouvements sociaux pour le droit au logement n'aient pas réussi à protéger les personnes menacées d'expulsion ? J'examine dans cet article certaines réponses possibles à ces questions.

Le cas de Lusaka West n'est pourtant qu'un cas parmi tant d'autres. Des expulsions qui ont affecté des centaines de familles se sont produites sans que cela donne lieu à des actions organisées. Sur la seule année 2014, plusieurs opérations d'expulsion ont eu lieu à Lusaka : 14 maisons ont été démolies le 25 juillet à Kanyama, 100 autres à Chini-

>>

ka le 3 octobre, et le 18 novembre, des soldats ont expulsé par la force des villageois des baraquements militaires Mikango. La politique de démolition des logements construits illégalement sur des terrains privés ou publics remonte aux mesures mises en place par le gouvernement zambien en 2007. Depuis son arrivée au pouvoir en 2011, le gouvernement du Front patriotique a poursuivi cette politique en détruisant des quartiers d'habitation sauvage, y compris ceux qui avaient été réhabilités dans le cadre de la politique des gouvernements précédents. Les opérations de démolition ne suivent aucune procédure légale, et dans certains cas les expulsions ont fait des morts. Tout cela a suscité un certain émoi parmi la population, mais sans plus.

Les circonstances sont pourtant propices à la mobilisation sociale : 70% de la population urbaine de Zambie vit dans des bidonvilles, ce qui signifie qu'il y a un niveau d'installations sauvages et une population urbaine qui pourraient facilement atteindre un seuil critique, et cela dans un pays qui a une forte tradition de contestation et de mobilisation collective.

Mais alors comment expliquer cette absence de contestation ? D'abord il y a une longue tradition d'hostilité de la part des élites politiques, qui remonte à la Loi sur l'Ordre public de 1955. Cette loi, qui a permis à l'administration coloniale britannique d'instituer un contrôle des combattants pour la liberté, n'a pas été abrogée par les gouvernements successifs du pays après l'indépendance. La loi en question impose d'obtenir une autorisation de la police et du ministère de l'Intérieur pour organiser une manifestation. Les critères retenus pour délivrer ces autorisations restent cependant flous. Une autorisation ne peut être obtenue que sept jours avant la manifestation prévue. Et lorsque la cause défendue est jugée non conforme à la loi ou que les élites politiques y sont opposées, l'autorisation n'est souvent pas délivrée. Qui plus est, la

législation ne reconnaît pas les droits d'occupation *de facto*, ce qui fait que les personnes expulsées des implantations illégales n'ont aucune base juridique pour protester, bien qu'elles aient habité sur ces terres depuis de nombreuses années.

La faible contestation ne s'explique pas seulement par le caractère réactionnaire des élites politiques, mais aussi par la peur des protestataires d'organiser une manifestation non autorisée. La violation de la Loi sur l'Ordre public débouche souvent sur des cas de brutalités policières qui suscitent la crainte même parmi les occupants des terrains réhabilités. À titre d'exemple, à l'occasion des expulsions forcées qui ont eu lieu le 14 juin 2013 à Kampasa, à proximité de l'aéroport, deux hommes ont été tués et un autre blessé par les forces du *National Service* zambien. Dans le quartier George, un quartier d'implantations illégales réhabilité, les personnes que j'ai interrogées s'inquiétaient des récentes expulsions et se sentaient menacées quand bien même elles détenaient des permis d'occupation. Interrogés sur ce qu'ils feraient si le gouvernement en venait à récupérer leurs terrains, ces habitants avaient le sentiment qu'il leur faudrait les abandonner et trouver un autre endroit où aller vivre.

Faute de moyens financiers, ni le gouvernement ni la société civile ne parviennent à protéger les personnes menacées d'expulsion. Le droit au logement n'est pas inscrit dans la constitution zambienne car, ainsi que l'a expliqué le Président Mwanawasa en 2008, le gouvernement serait alors dans l'obligation de consacrer des fonds pour assurer l'application de ce droit – des fonds dont il prétend ne pas disposer. C'est ainsi que le gouvernement a publiquement refusé de dédommager les victimes d'expulsions. Il est moins coûteux de tout simplement démolir les bidonvilles que d'affecter des ressources à leur rénovation.

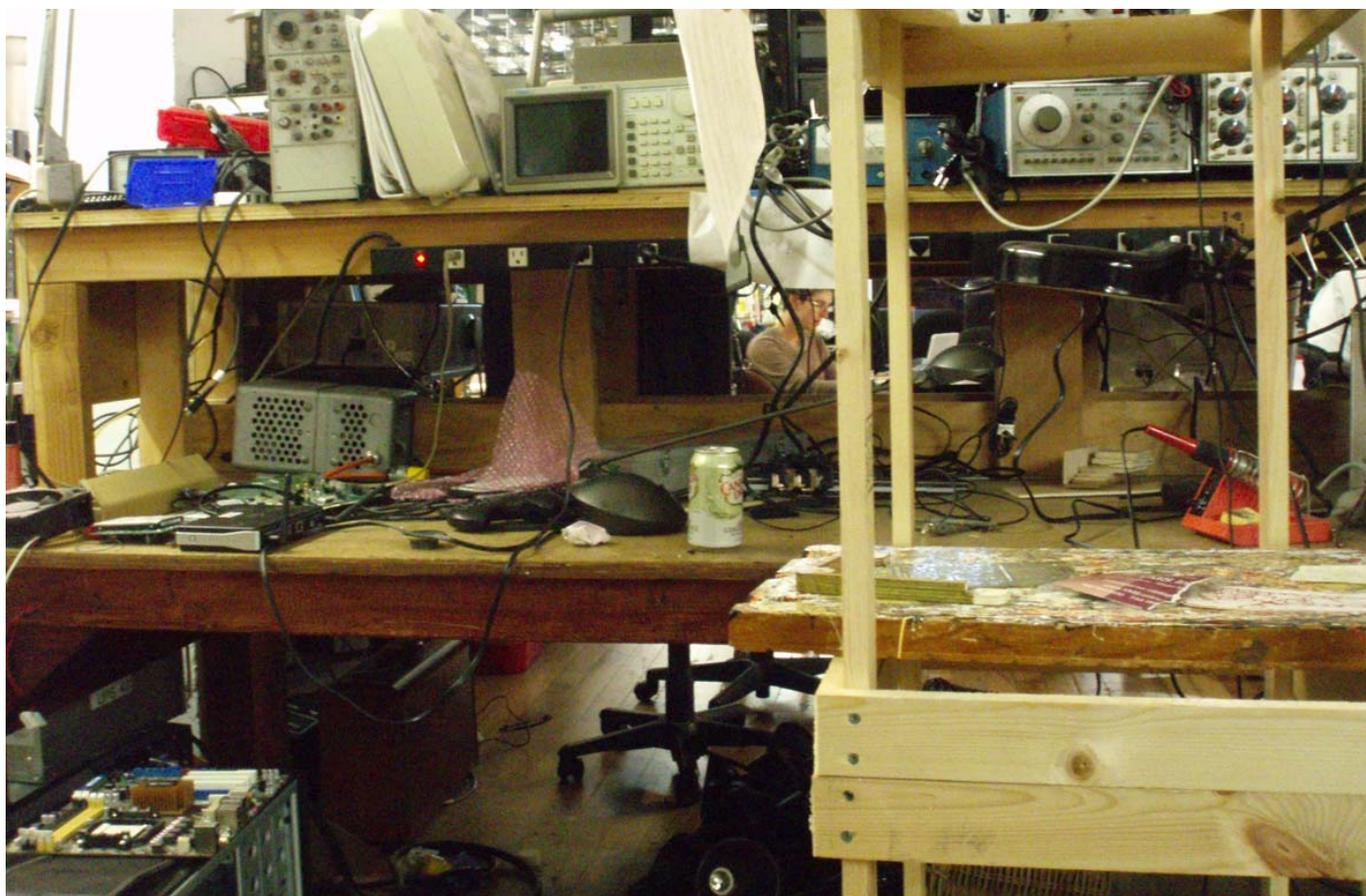
Quant aux organisations de la société civile, elles n'ont pas les ressources financières nécessaires pour protéger les habitants des bidonvilles contre les expulsions. Malgré une forte présence de la Zambia Land Alliance et de Homeless International au travers d'une organisation appelée The People's Process on Housing and Poverty in Zambia, qui, en principe, devrait lutter contre les expulsions, dans les faits, ce n'est pas le cas. « L'Alliance n'a pas toujours mobilisé les habitants ni réglé les problèmes fonciers d'intérêt public à la mesure des attentes des habitants, parfois par manque de moyens pour assurer le suivi de ces cas » (Zambia Land Alliance, 2014, <http://www.zla.org.zm/?p=9>). En 2010, des accusations de corruption ont entraîné la suspension des aides allouées à la fois aux organisations gouvernementales et à la société civile, ce qui a conduit à l'arrêt de nombreux projets depuis près de deux ans. Ces organisations se contentent par conséquent de faire des déclarations et lancer des menaces de manifestations sans véritablement donner suite.

Il ressort ainsi que les deux principaux obstacles à l'essor d'un mouvement de lutte contre les expulsions à Lusaka et, de manière plus générale, de nouveaux mouvements sociaux en Zambie sont, d'une part, l'hostilité déclarée des élites politiques à l'égard de toute forme de protestation, et d'autre part, le peu de ressources financières disponibles dont disposent le gouvernement et la société civile pour résoudre le problème du logement. Une fois expulsés, les habitants ne voient aucun moyen d'obtenir réparation, et une mobilisation collective apparaît donc inutile. Seuls des changements dans la loi sur l'ordre public et une croissance économique accrue pourraient créer les conditions nécessaires pour que des mouvements de lutte contre les expulsions puissent voir le jour. ■

Toute correspondance est à adresser à Singumbe Muyebe <singumbe.muyebe@uct.ac.za>

> Fab Labs et hackerspaces : L'invention d'une nouvelle culture du faire

Isabelle Berrebi-Hoffmann, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement, LISE-CNRS, Conservatoire national des arts et métiers, Paris (France)



Un exemple typique de hackerspace.
Photo : Michel Lallement.

Dans une économie qui s'interroge aujourd'hui sur l'émergence de nouvelles pratiques de partage, d'une consommation et production collaboratives, d'une richesse fondée sur l'accès et l'usage plus que sur la propriété à partir d'une pensée des *commons*, les fablabs et hackerspaces occupent une place particulière. Apparus au milieu des années 2000,

ces lieux de fabrication collective remettent à l'ordre du jour une nouvelle éthique du travail, celle du faire (*make*). Désormais présents un peu partout dans le monde, ces espaces aux dénominations multiples – *fab labs* (pour laboratoires de fabrication), *hackerspaces*, *makerspaces*, *living labs*, *tech shops*... – invitent à redécouvrir le plaisir de faire par soi-même en bricolant des objets, en codant

>>

des programmes informatiques ou en imaginant d'autres façons de se vêtir ou de cuisiner. Sur tous les continents, il n'est plus guère de grandes métropoles qui n'accueille aujourd'hui ces nouveaux lieux qui promeuvent tout à la fois de nouvelles façons de produire, de coopérer, de consommer, d'apprendre...

Au sein de ces lieux, l'imprimante 3D occupe souvent la vedette. Grâce à elle, il est désormais possible de produire chez soi n'importe quel objet dont on trouve les plans sur Internet. Les performances sont encore modestes mais les progrès sont fulgurants. La plupart de ces espaces sont également dotés de machines de qualité professionnelle – machines à commande numérique (fraiseuses, machines à découpe laser, machines à sérigraphier...) notamment – grâce auxquelles il est possible d'effectuer un travail de prototypage d'objets physiques. L'usage de ces machines-outils n'est plus un problème. Alors que, il y a quelques années encore, il était nécessaire de bénéficier de longs mois de formation avant d'espérer utiliser correctement une machine-outil, deux heures de formation suffisent aujourd'hui. Le prix des machines et des logiciels de conception ont par ailleurs chuté drastiquement. Grâce aux *Personal Fabricators*, tout le monde peut donc agir sur le monde physique comme il le fait sur celui de l'information avec son *Personal Computer*.

S'ils véhiculent des valeurs proches, les ateliers de fabrication collective qu'on peut observer à Barcelone, à Berlin, à San Francisco, à Paris ou encore à Pékin ne sont pas de simples clones les uns des autres. Les fab labs sont nés au MIT (Massachusetts) au début des années 2000 et constituent aujourd'hui un réseau mondial. Les hackerspaces ont une histoire un peu différente. On peut en repérer les premières traces en Californie au début des années 1970 sous les traits notamment du Homebrew Computer Club, pépinière de *hobbyists* qui découvrent et inventent l'informatique, partagent librement leurs trouvailles ou s'engagent, tels Steve Jobs et Bill Gates, sur une voie plus classiquement capitaliste. Davantage imprégnés de l'esprit hacker, les hackerspaces ne se différencient guère du point de vue organisationnel, il est vrai, des espaces qui revendiquent l'étiquette fab lab. Si la pratique du codage y est peut-être un peu plus développée, on trouve également dans les hackerspaces tout le matériel évoqué précédemment pour permettre à tout un chacun de venir fabriquer, bricoler, bidouiller, inventer... À l'instar de ce qu'on observe dans les fab labs, l'ouverture au plus grand public est un critère important, tout comme la volonté de faire de ces lieux collaboratifs non seulement des foyers d'innovations et de fabrication mais aussi d'apprentissage collectif et de circulation des savoirs.

Plus ou moins ancrés dans les territoires où ils sont implantés, ces ateliers de fabrication fonctionnent en

réseaux, dessinant ainsi les contours de nouveaux écosystèmes de production. Sans nécessairement considérer, comme certains le font, que nous avons affaire là aux racines d'une nouvelle révolution industrielle ou à la pointe avancée d'une forme civilisée de sortie du capitalisme, force est de constater que ce nouveau monde mérite d'être pris au sérieux. Non seulement il est porteur d'innovations multiples, tant sur le plan technique, politique, organisationnel, etc., mais son succès croissant révèle l'existence d'un tournant socio-culturel qui se manifeste aussi bien dans la façon de travailler, de concevoir (*design*), de produire, de décider, d'agir...

Les premiers travaux sociologiques sur ces nouveaux lieux de production installés aux marges de l'économie dominante commencent à voir le jour. Ceux-ci montrent que, en dépit de leurs hétérogénéité, beaucoup doivent leurs manières de s'organiser, au moins pour partie, à une culture issue des communautés de développeurs, de hackers... qui ont donné naissance, il y a quelques décennies déjà, au monde Free/Open source, monde qui a été porteur de nouvelles façons de travailler et de collaborer (en réseau, sur un modèle égalitaire et horizontal, etc.), de partager les biens et les services (avec la licence Copyleft par exemple)...¹ Le mouvement Faire, dont les ateliers ouverts de fabrication font partie intégrante, puise aussi aux sources d'une tradition critique de la société industrielle, déployée depuis William Morris dans le monde du design.

Une enquête menée récemment dans les hackerspaces de Californie du nord montre que ces mondes alternatifs du *make* sont fréquentés pour l'essentiel par des jeunes trentenaires, blancs, qualifiés mais ayant souvent connu des déboires avec le système universitaire. Dans ces lieux, où l'on peut rencontrer aussi bien des ingénieurs de chez Google que des personnes sans domicile fixe, l'objectif est d'innover en hackant, autrement dit en bidouillant aussi bien les ordinateurs, la matière physique que la société toute entière. Certains *makers* participent activement aux processus d'innovations dont est coutumière la Silicon Valley tandis que d'autres, plus politisés, mettent leur énergie au service des mouvements alternatifs qui, à l'instar du mouvement *Occupy*, contestent l'ordre établi.

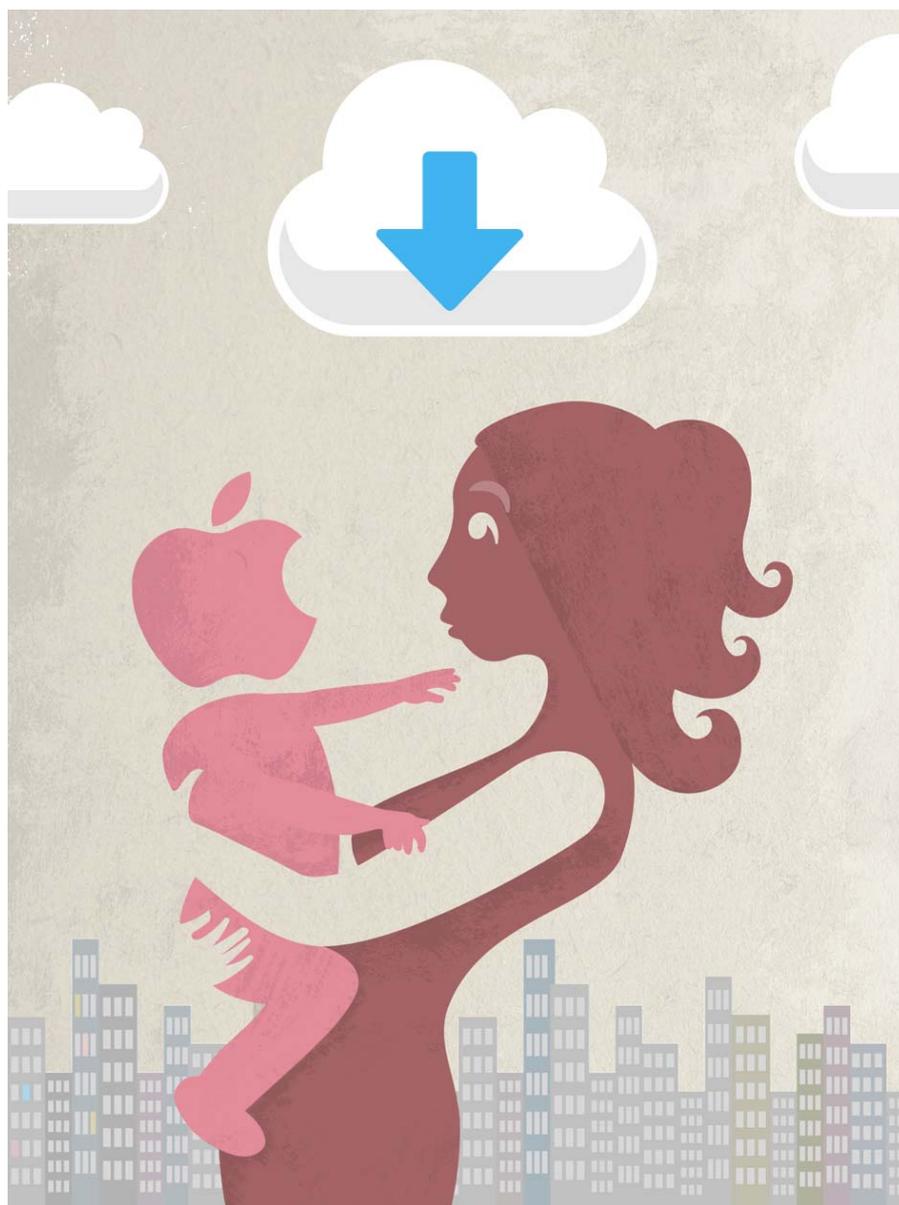
En une période de crise structurelle à laquelle peu de pays échappent, il n'est pas indifférent de porter attention à ces lieux alternatifs, véritables utopies concrètes où s'inventent de nouvelles manières de travailler, de décider, de consommer... soit, en bref, de vivre ensemble. ■

Toute correspondance est à adresser à Michel Lallement
<michel.lallement@cnam.fr>

¹ I. Berrebi-Hoffmann, M.-C. Bureau, M. Lallement (sous la direction de), « Tiers lieux de fabrication et culture collaborative. De nouveaux mondes de production sont-ils en train d'émerger ? », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, numéro spécial, 2015, à paraître.

> Concilier travail/famille Plaidoyer pour une société multi-active

Bernard Fusulier, FNRS-Université de Louvain (Belgique) et **Chantal Nicole-Drancourt**, CNRS-LISE/CNAM (France)¹



L'effondrement des taux de natalité dans certains grands pays développés, la baisse des taux d'emploi des mères, le renoncement à la maternité, etc., s'affichent aujourd'hui au chapitre de risques majeurs au nom d'une compétition mondiale dont l'accès en bonne place dépendra de plus en plus de la démographie et des niveaux de protection sociale. Si les crises financières et budgétaires de ces dernières années affectent l'ensemble des modes de régulation, elles menacent tout particulièrement les dynamiques d'égalité de genre et dégradent les conditions d'une conciliation travail/famille.

Les grands organismes inter, supra et intra nationaux affichent tous dans leurs rapports une prise de conscience : celle du rôle déterminant des femmes en matière de cohésion sociale. On salue leur contribution sur le marché du travail et dans les activités domestiques, double engagement particulièrement valorisé en période difficile tant ils contrebalancent les carences et déséquilibres institutionnels tout en assurant un développement social et économique.

Les politiques de genre à l'épreuve des réalités du monde du travail. Illustration : Arbu.

>>

Sans s'interroger plus sur la partition sexuée des activités production/reproduction qui (aujourd'hui encore et toujours) assigne prioritairement les femmes aux activités domestiques et plombe structurellement leurs trajectoires professionnelles, un consensus s'affiche au niveau mondial pour affirmer que prendre soin d'enfants et autres personnes dépendantes en ayant une carrière professionnelle sont deux objectifs majeurs dans la vie de la plupart des gens. Dès lors, tous les pays ou presque s'accordent aujourd'hui pour aider les *parents* à réaliser ces deux objectifs et faire de la conciliation travail et famille un enjeu important tant pour les *individus* que pour la *société*.

Au départ, le diagnostic et les réponses affichées sont sexuellement neutres : il s'agit de permettre à *chacun* de travailler afin de percevoir un revenu en participant à l'activité sociale la plus importante de la vie moderne, à savoir l'emploi. Pour y parvenir, on peut constater dans tous les pays où l'État social est fort (comme dans tous les pays où il est en construction ou en consolidation) le développement sans précédent de politiques sociales de *conciliation travail-famille* qui vont des réformes des systèmes de fiscalité/prestations au renforcement des politiques de gestion des systèmes de garde des enfants en passant par l'incitation aux bonnes pratiques vers un meilleur équilibre vie professionnelle/vie familiale en matière d'emploi et/ou d'organisation du travail dans les entreprises.

Cela dit, on s'aperçoit que dans tous les pays concernés, un glissement s'opère dans la mise en œuvre des dispositifs. Les mesures présentées dans les agendas politiques (et/ou dans les entreprises) perdent en effet de leur *neutralité* dans la pratique pour se conjuguer plutôt au *féminin* : les congés parentaux et familiaux *pour tous* deviennent alors les supports privilégiés au soutien des *mères travailleuses*, la réduction du temps de travail *pour tous* se dissout dans l'explosion du travail à temps partiel *féminin*, la durée d'un congé pour naissance qui

concerne les *deux parents* se juge à l'aune du bien-être des *femmes* et des *enfants*, etc. Autrement dit, les politiques de conciliation ont pour cœur de cible ni les hommes ni les parents mais les femmes (en tant que mères accomplies ou potentielles). C'est d'ailleurs ce qu'avouent franchement quelques entreprises quand elles proposent à leurs salariées, « aux prises avec la concurrence des hommes et un marché du travail de plus en plus compétitif », la congélation de leur ovocytes dont elles pourront disposer pour être mère une fois leur carrière consolidée.²

Force est de constater qu'en dépit des réponses et des efforts pour mettre en place des dispositifs d'aide aux parents travailleurs, c'est un sentiment d'insatisfaction qui domine. Par ailleurs, le maintien en emploi des mères (qui pour la plupart assument une « double journée » de travail) devient un vrai problème politique, tant la question de l'assignation prioritaire du travail « hors production » aux femmes se pose aujourd'hui en termes de soutenabilité (physique et psychique) et de justice sociale.

La bataille pour la conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale est donc encore loin d'être gagnée. On en est là parce qu'à partir de bonnes questions globales (comment aider les parents à concilier travail et vie de famille ?) on répond avec des solutions partielles (mettre les mères au travail en leur laissant le « libre choix » !). Pour avancer, la mobilisation doit passer à présent par la critique et la reconstruction sur d'autres bases des *fondements* organisationnels et institutionnels des sociétés salariales de la fin du XIX^e et des États providences du XX^e siècle. Il s'agit alors de *remettre en cause* les arrangements sociaux institués et de *déconstruire la naturalité* des pratiques qui en découlent : remettre en cause les contrats sociaux de sexe, l'idée d'un monde centré sur la production, celle d'une figure atomisée du producteur soutenu par un *carer*, d'un modèle *male breadwinner* de la famille, d'un pacte de solidarité andro-genré, et *déconstruire* la division

sexuelle du travail, la partition sociale des activités productives des biens et des personnes, et l'assignation sexuée de leur prise en charge.

Si l'on prend au sérieux ces propositions, il est dès lors nécessaire de poser les contours d'une autre société à partir de nouveaux référentiels qui ne secondariseraient plus les activités socialement utiles hors emploi. L'enjeu est de parvenir à transformer la société salariale en une société multi-active. L'emploi serait redimensionné par rapport à d'autres activités que la société démocratique jugerait digne d'être soutenues dans une logique d'investissement social, sans qu'aucune ne soit hégémonique, ni réservée à l'un ou l'autre sexe. L'inactivité ou le non travail deviendrait rare, et l'articulation travail/famille sortirait du présent dilemme qui pèse toujours prioritairement sur les femmes.

Il s'agit de progressivement construire un nouveau régime d'activités où le statut d'actif ne serait plus défini à partir de la notion restrictive d'*emploi* mais à partir de celle plus large de *travail*. Dans cette perspective, on ne rejeterait plus dans l'ombre les formes non marchandes du travail, tout en gardant le caractère structurant de l'engagement professionnel. On s'acheminerait alors vers une nouvelle conception de la centralité d'une utilité du travail, celle qui procure au travailleur la citoyenneté économique et l'utilité sociale, celle qui contribue à produire du bien-être et du bien commun. ■

Toute correspondance est à adresser à Bernard Fusulier <bernard.fusulier@uclouvain.be> et Chantal Nicole-Drancourt <drancourtchantal@hotmail.com>

¹ Bernard Fusulier et Chantal Nicole-Drancourt sont co-fondateurs du réseau Articulation vie professionnelle/vie familiale et Recomposition des Temps Sociaux (ARTS, <http://arts.hypotheses.org/>) de l'Association française de Sociologie (AFS).

² Facebook et Apple ont annoncé en octobre 2014 qu'ils financent la congélation d'ovocytes de leurs employées qui le désirent. Cf. Ely R., Stone P., Ammerman C. (décembre 2014) "Rethink what you 'know' about high-achieving women," *Harvard Business Review*, <https://hbr.org/2014/12/rethink-what-you-know-about-high-achieving-women>.

> **Maintien en emploi de salariés fragilisés : entre dispositifs légaux et arrangements locaux**

Anne-Marie Waser, Dominique Lhuillier, Frédéric Brugeilles, Pierre Lénéel, Guillaume Huez, Joëlle Mezza et Cathy Hermand, Conservatoire national des arts et métiers, Paris (France)

La question du maintien en emploi de la population en âge de travailler se pose en France depuis la mise en évidence du vieillissement de cette population et de l'augmentation de l'incidence de certaines pathologies chroniques, le cancer notamment. Si les programmes de dépistage de grande ampleur accroissent le nombre de cas découverts chaque année, la nette amélioration des effets secondaires des traitements médicaux associés au fait que les diagnostics sont plus précoces font que certaines maladies jadis mortelles deviennent des maladies chroniques. Ainsi, en France, près de 15 millions de personnes sont concernées par la maladie chronique, ce qui représente environ 20% de la population en âge de travailler.

Les associations de malades ont porté depuis de longues années la question du vivre avec une maladie ou un handicap. La nouveauté réside dans le fait que les agences qui ont la charge de développer la recherche sur un certain nombre de pathologies (hépatites, VIH, cancer, sclérose en plaque, diabète, etc.) sollicitent explicitement des recherches qualitatives en sciences sociales sur le retour et le maintien au travail des personnes concernées par une de ces maladies. C'est dans ce cadre que nous avons réalisé une recherche-action associant psychologues et sociologues qui visait a) à comprendre les conditions dans lesquelles se faisaient le retour et le maintien en emploi et b) à agir sur les ressources tant individuelles que collectives pour les favoriser¹.

La recherche-action s'est développée dans trois grandes entreprises françaises et par la mise en place de groupes qui ont réuni, durant deux ans et demi, des personnes concernées par la maladie et souhaitant reprendre ou poursuivre une activité au sens large (pas seulement salariée ou libérale). Trois niveaux hiérarchiques ont été interrogés : a) les services de direction concernés par la gestion du personnel, la santé au travail, les questions sociales ; b) l'encadrement intermédiaire qui doit concrètement gérer les cas individuels d'arrêt maladie, de fatigue chronique, d'incapacité temporaire ou permanente ; c) les salariés directement concernés, ainsi que leurs collègues. Nous avons examiné les conditions sociales d'existence des personnes, c'est-à-dire, analysé tous les éléments évoqués par les personnes permettant d'expliquer ce que rencontre la maladie dans leur vie au travail, dans leur famille, entourage, communauté, etc. En clair, quels sont les obstacles qui se dressent devant elles et quelles sont les ressources qu'elles peuvent mobiliser pour y faire face ? Enfin, quelles sont les conditions de mobilisation de ces ressources ?

Notre interrogation ne s'est pas limitée aux salariés bénéficiant d'une reconnaissance de leur maladie ou de leur handicap. Nous avons cherché à comparer les ressources mobilisées aussi bien chez les salariés qui n'ont pas ou peu fait connaître leur maladie auprès de leurs collègues ou de la hiérarchie que chez ceux qui ont demandé et obtenu des compensations de leur handicap en le faisant reconnaître

“Seuls 2,5 millions de malades chroniques font reconnaître leurs droits alors que 9,9 pourraient y prétendre”

auprès d'une instance chargée d'expertiser les demandes de reconnaissance, condition pour une ouverture de droits sociaux. Il est important de noter qu'en France, une majorité de salariés touchés par une maladie chronique ou un handicap ne recourent pas à leurs droits. En effet, seuls 2,5 millions de personnes ont une reconnaissance alors que 9,9 pourraient y prétendre. Nous avons aussi voulu tenter de comprendre à quoi expose cette reconnaissance et quelles sont les contreparties de ces aides puisqu'une majorité n'y recourt pas.

Nos résultats montrent que les compensations autorisées par une reconnaissance de la maladie ou de handicap provenant d'une commission d'experts pluridisciplinaires, sont perçues comme stigmatisantes par les uns, pas toujours justifiées pour les autres. Elles sont aussi peu modulables alors que la maladie l'est. Elles sont encore mal comprises de l'entourage professionnel car collègues et chefs sont exclus, en grande partie, des négociations sur le type, la modulation et la durée du dispositif de compensation. Le deuxième élément majeur qui rend difficile la mise en œuvre des dispositifs de compensation est qu'ils s'imposent par le haut dans le sens où ils sont mis en place par la direction du personnel ou le service de santé qui n'ont qu'une connaissance partielle des conditions dans lesquelles les tâches se réalisent et ignorent presque tout des arrangements informels entre collègues qui se font plus ou moins avec la complicité de la hiérarchie, lorsque des marges de manœuvre existent. Or ces arrangements locaux, qui se font sur la base de la réciprocité, au total créent moins de tension au sein d'un collectif que les dispositifs imposés sans négociation. Cette réciprocité tient compte, dans tous les cas observés, des conditions d'exercice de l'activité individuelle et collective. En clair, la

mise en place d'un arrangement local est ancrée dans la situation. La durabilité de l'arrangement semble, dans les cas analysés, strictement lié au principe de justice tel que J. Rawls le définit.

En conclusion, notre étude montre que les compensations réussies, c'est-à-dire, celles qui sont perçues comme justes par les protagonistes et qui tiennent dans le temps (pas seulement pour une période de retour après congé maladie) ont plusieurs caractéristiques : hybridation entre dispositifs légaux et arrangements locaux ; mise en mots par les protagonistes des difficultés rencontrées dans les situations de travail et co-élaboration du type de compensation. Les protagonistes plaident pour une compensation qui concernerait tous types de vulnérabilité et tous les salariés et remettent en question la reconnaissance, par des experts, de certains types de maladie ouvrant seuls des droits souvent perçus comme une rente de situation. Au total, les actions avec les entreprises ont visé à créer localement les conditions d'une réciprocité entre aidés et aidants qui va au-delà de la solidarité, bienveillance, entraide, compensation du handicap. Les groupes de malades ont été de vraies opportunités pour les participants car ils ont permis d'initier une transformation des situations de travail dans lesquels ils étaient impliqués. Enfin, ils ont aussi été l'occasion d'une réappropriation du sens de la maladie, restauration identitaire, réinscription des situations individuelles dans l'ordre des droits collectifs. ■

Toute correspondance est à adresser à Anne-Marie Waser
<anne-marie.waser@cnam.fr>

¹ Recherche financée par l'Institut national du cancer et menée sous la responsabilité d'une équipe de chercheurs du Conservatoire national des arts et métiers (LISE-CNRS et CRTD).

> En Indonésie, la démocratie à l'honneur

Lucia Ratih Kusumadewi, Université d'Indonésie, Depok (Indonésie), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de la Religion (RC22) et les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47)



Des partisans du tandem candidat à la présidentielle formé par Joko Widodo et Jusuf Kalla organisent leur campagne à Djakarta.

« **S**alut à tous ! N'oubliez pas de voter Jokowi ! ». Nous sommes le 5 juillet 2014, au stade Bung Karno de Djakarta, où le célèbre groupe de rock indonésien Slank donne un concert gratuit pour soutenir Jokowi, candidat à l'élection présidentielle en Indonésie, et Jusuf Kalla, son colistier à la vice-présidence. Des dizaines de milliers de supporters sont au rendez-vous – jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, pauvres et riches – et chantent en chœur dans un climat d'exaltation. Enfin, l'homme qu'ils attendaient avec impatience apparaît. Au moment où Jokowi monte sur scène et salue ses

partisans, l'ambiance devient électrique et la foule scande « Jokowi ! Jokowi ! » en faisant le V de la victoire.

En 2014, pour la première fois, les élections en Indonésie se sont transformées en une « véritable célébration de la démocratie par le peuple ». Portés par un enthousiasme qui semblait sans limite, les Indonésiens ont participé en masse à une campagne très dynamique, que ce soit en organisant les activités de campagne ou la collecte de dons qui se sont élevés à plus de 295 milliards de roupies. Le jour du scrutin, qui concluait une campagne

politique très active marquée par le rejet d'une « politique de l'argent » autrefois considérée comme normale [cette pratique connue en anglais comme *money politics*, qui consiste à « acheter » le soutien populaire], des citoyens se sont organisés pour surveiller le déroulement des élections et ainsi prévenir la fraude.

On trouve là le côté exaltant de la nouvelle démocratie en Indonésie : beaucoup de choses ont changé pour passer d'une démocratie marquée par la *dirty politics* (politique « nauséabonde ») et des politiciens avides de pouvoir aux pratiques souvent douteuses, à des réformes démocratiques radicales visant à établir une démocratie plus civilisée et humaine. Au cours des dernières élections, l'action politique basée sur les échanges de bons services si souvent pratiquée par les dirigeants des partis politiques indonésiens est moins bien acceptée et semble en passe de disparaître. Une nouvelle culture politique, fondée sur la participation volontaire, est venue remplacer ces pratiques.

Comment expliquer un tel changement ? Peu d'observateurs auraient pu prédire ce « retournement » qui semble s'être produit en si peu de temps, a fortiori dans un pays qui a une longue tradition de *dirty politics*. Il est évident que « l'effet Jokowi » a été un facteur déclenchant essentiel, mais certaines circonstances particulières semblent avoir favorisé ce vent de changement. C'est comme si quelque chose indiquait que « le moment était venu » – le moment de répondre aux aspirations au changement de la population, le moment où la frustration et le rejet face au chaos permanent, à la corruption et à l'oligarchie politique avaient atteint leur paroxysme.

La popularité de Joko Widodo, mieux connu sous le surnom de « Jokowi », n'a cessé de croître au cours de ces deux dernières années. Cet entrepreneur, qui a débuté sa carrière politique en 2005 en devenant maire de Solo, l'une des principales villes du centre de Java, est alors connu pour être un homme honnête et travailleur, issu d'un milieu modeste. On apprécie son approche humaniste dans son mode de gouvernance politique, notamment lorsqu'il lutte contre la corruption dans sa municipalité et s'emploie à faire de la ville de Solo un haut lieu du tourisme et de la culture. En 2013, il est nommé troisième meilleur maire du monde par la City Mayors Foundation, et en 2014, son nom apparaît dans le magazine *Fortune* parmi les 50 « plus importants leaders mondiaux ».

Le succès de Jokowi à Solo a donné une impulsion à sa carrière politique. Avec le soutien du Parti démocratique indonésien de la lutte (PDI-P) – le principal parti d'opposition du pays –, il est élu en 2012 gouverneur de la capitale, Djakarta. Conjointement avec le gouverneur adjoint Tjahaja Basuki Purnama (surnommé Ahok), également réputé pour son intégrité, Jokowi met alors en place divers programmes novateurs, notamment pour contrôler les

inondations et décongestionner les routes de la capitale – des problèmes qui n'avaient auparavant pas été pris au sérieux dans cette mégapole tentaculaire. Outre les mesures prises pour contrôler le fleuve Ciliwung et améliorer les transports publics, Jokowi et Ahok ont également réalisé à Djakarta des réformes dans les secteurs de l'aménagement urbain, de la santé et de l'éducation.

À l'approche des élections présidentielles, le PDI-P a proposé Jokowi comme candidat. Son colistier, Jusuf Kalla (connu comme JK), est un homme politique expérimenté issu du Parti Golkar et ancien vice-président. La vision de Jokowi pour l'avenir de l'Indonésie est alors présentée comme une invitation à engager une « révolution des mentalités », une révolution à laquelle Jokowi a demandé au peuple de participer. Parmi les valeurs fondamentales de cette révolution des mentalités, on trouve la lutte contre la corruption et pour la transparence, l'entraide, la créativité, l'indépendance et l'acceptation des différences.

Une fois le tandem Jokowi-JK désigné pour se présenter à la présidence et à la vice-présidence du pays, il a bénéficié, d'après les sondages, d'un soutien de plus en plus large, en particulier parmi les militants pour la démocratie, les intellectuels, les artistes, les jeunes, les étudiants, les hommes d'affaires et les classes populaires. Ces supporters se sont organisés en groupes pour défendre leurs candidats, sur la base du volontariat et sans contrepartie économique, et certains ont même déboursé de l'argent à titre personnel. À l'inverse, leur adversaire politique, le tandem Prabowo-Hatta, a été principalement soutenu par des groupes en quête de pouvoir et d'argent, des groupes réactionnaires et des politiciens corrompus.

Le 22 juillet 2014, selon le comptage final de la Commission électorale, Jokowi-JK étaient déclarés vainqueurs de l'élection présidentielle, avec 53,1% des voix, face à leurs rivaux, Prabowo-Hatta, qui perdaient avec 47,8% des voix. Pour de nombreux analystes, il s'agit là d'une victoire du peuple, car cette victoire du tandem Jokowi-JK n'est pas liée directement au soutien des partis politiques. La majorité des supporters de Jokowi-JK n'étaient pas affiliés à un quelconque parti politique, et pour beaucoup d'entre eux, c'était la première fois qu'ils participaient activement à une élection.

Aujourd'hui, cette élection apporte un nouvel espoir d'assainissement de la démocratie et d'une politique de dignité pour le peuple indonésien. La nouvelle culture de participation volontaire que l'on a pu observer lors des dernières élections pourrait être l'embryon de réformes démocratiques plus générales et la première étape vers une transformation sociale en Indonésie. ■

Toute correspondance est à adresser à Lucia Kusumadewi <lucia.ratih@ui.ac.id>

> L'université indonésienne à l'épreuve de l'entrepreneuriation

Kamanto Sunarto, Université d'Indonésie, Depok (Indonésie), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'Éducation (RC04) et l'Histoire de la Sociologie (RC08)



À Djakarta, des étudiants manifestent contre la régulation néolibérale de l'enseignement.

Après le mouvement de réformes qui a mis fin en 1998 à 32 années de dictature militaire en Indonésie, le gouvernement a engagé des réformes très controversées dans le domaine de l'éducation. Depuis 2003, la mise en place de la Cour constitutionnelle a ouvert aux citoyens la possibilité de contester les lois qu'ils considèrent comme inconstitutionnelles, et, au cours des dix dernières années, des enseignants, étudiants et organisations de la société civile ont engagé des procédures judiciaires contre les nouvelles lois sur l'enseignement.

En 1999, le gouvernement a adopté des dispositions autorisant ce qu'on désigne en anglais comme la *corporati-*

zation – « l'entrepreneuriation », c'est-à-dire l'introduction des impératifs de rentabilité – de certains établissements publics de l'enseignement supérieur. Pour justifier ces nouvelles mesures, le gouvernement a affiché notamment sa volonté de doter ces établissements d'une plus grande autonomie afin de renforcer leur compétitivité dans le contexte très concurrentiel issu de la mondialisation. Entre 2000 et 2010, le gouvernement a ainsi procédé à l'entrepreneuriation de six universités et de deux instituts publics.

L'entrepreneuriation d'universités et d'instituts publics a suscité de vives réactions dans l'opinion publique, en particulier chez les étudiants et leurs familles. Les droits d'inscription dans l'enseignement supérieur public étaient

auparavant étroitement encadrés par le gouvernement. Ils sont devenus une importante source de revenus à partir du moment où les fonds publics ne parvenaient plus à couvrir les frais de plus en plus élevés d'un enseignement supérieur public en constante expansion. Le montant de ces droits a été ainsi régulièrement augmenté.

Dans le passé, les étudiants des établissements publics d'enseignement supérieur avaient protesté contre la hausse des droits d'inscription par le biais de manifestations de rue, de manifestations sur les campus, de mouvements d'occupation, de pétitions, de débats publics et de critiques relayées par les médias et, plus récemment, au travers des réseaux sociaux. Ils étaient nombreux à s'opposer à l'entrepreneu-

risation des établissements de l'enseignement supérieur public, craignant une hausse des droits d'inscription et plus généralement une marchandisation de l'enseignement qui reviendrait *de facto* à interdire aux étudiants les plus défavorisés l'accès à l'université. Le plus souvent, ces mouvements de contestation n'aboutissaient cependant à rien, car les instances universitaires maintenaient leurs positions, sachant qu'elles bénéficiaient du soutien du gouvernement.

En 2003, le gouvernement a fait voter une nouvelle loi comportant entre autres un article sur l'entrepreneuriat de tous les établissements d'enseignement – officiels ou non, à la fois publics et privés, et ce à tous les niveaux, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Puis en 2009, une loi d'entrepreneuriat des établissements d'enseignement a été adoptée.

Ces deux nouvelles lois ont suscité l'inquiétude des fondations privées qui dirigent des établissements d'enseignement car leur influence risquait de se trouver sensiblement réduite. En 2006, 16 organisations privées et ONG ont demandé à la Cour constitutionnelle de contrôler la constitutionnalité de la loi de 2003, et plus particulièrement de l'article sur l'entrepreneuriat. Mais la loi n'ayant pas encore été promulguée, leur requête a été rejetée.

De leur côté, des parents, des étudiants et des organisations de la société civile ont également commencé à demander des contrôles de constitutionnalité dans le souci de garantir la gratuité de l'enseignement public et d'empêcher l'entrepreneuriat de l'enseignement supérieur public, ce qui, de leur point de vue, conduirait à sa marchandisation. Au motif que l'éducation est un bien public et que l'intégralité du coût de l'enseignement incombe à l'État, ils jugeaient inconstitutionnelle toute tentative pour faire supporter par les citoyens le coût de l'éducation.

En 2009, des organismes privés et des ONG, conjointement avec des étudiants, des enseignants, des parents d'élèves et des intellectuels de différentes régions du pays ont déposé cinq requêtes distinctes pour contrôle des lois de 2003 et 2009. Leurs efforts ont été récompensés : la Cour constitutionnelle a modifié un certain nombre d'articles de la loi de 2003 et abrogé la loi de 2009 dans son intégralité.

Dans la plupart des cas, la contestation de tel ou tel volet de la réforme de l'éducation était liée à la situation particulière des organismes qui la dénonçaient. Les organismes qui gèrent des prestataires de services éducatifs, étaient intéressés à défendre la pérennité de leurs établissements privés. En effet, l'entrepreneuriat de l'enseignement reviendrait pour ces organismes à perdre le contrôle des établissements qu'ils gèrent et les exposerait aux aléas de la nouvelle législation. Une fois que la justice a accédé à leurs demandes de révision des lois de 2003 et de 2009, ces établissements n'ont plus manifesté d'opposition à l'entrepreneuriat des établissements d'enseignement.

Une fois la loi de 2009 déclarée sans effet, le gouvernement a cependant fait voter en 2012 une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur en vue de doter d'une base juridique l'entrepreneuriat des établissements publics de l'enseignement supérieur. En 2013, des étudiants de droit d'une université publique ont demandé à la Cour de réviser six articles de la loi de 2012, mais leurs requêtes ont été rejetées.

Qu'ont obtenu les étudiants, parents d'élèves, intellectuels et organisations de la société civile avec leurs demandes de contrôle de constitutionnalité ? Quoique la loi de 2003 ait été modifiée et celle de 2009 abrogée, les objectifs qu'ils s'étaient fixés – garantir la gratuité de l'éducation et éviter l'entrepreneuriat des établissements

publics de l'enseignement supérieur – n'ont pas été atteints. Considérées dans leur ensemble, les décisions de la Cour impliquent que :

- 1.** Les étudiants des établissements publics de l'enseignement supérieur doivent payer des droits d'inscription, dont le montant est fixé par le gouvernement.
- 2.** Les établissements publics de l'enseignement supérieur sont tenus de réserver un minimum de 20% des places disponibles à des candidats méritants et économiquement défavorisés mais ne sont pas obligés d'en accepter plus de 20%.
- 3.** Les établissements publics de l'enseignement supérieur ont la possibilité de faire appel à différents systèmes d'admission. Ce qui est ici présenté par la Cour comme des mesures anti-discriminatoires, est plutôt perçu par les étudiants comme une politique de marchandisation de l'enseignement.
- 4.** Aujourd'hui, le processus d'entrepreneuriat des établissements publics de l'enseignement supérieur qui remplissent les conditions requises ne rencontre plus de résistance.

Les étudiants, parents d'élèves et acteurs de la société civile qui se sont mobilisés pour défendre un enseignement supérieur gratuit, ont épuisé toutes les voies de recours étant donné qu'il n'est pas possible de faire appel des décisions de la Cour constitutionnelle. Leur échec a contribué à démoraliser les « troupes », et actuellement aucune initiative ne vient s'opposer au processus de marchandisation de l'enseignement supérieur. Dans différents établissements publics d'enseignement supérieur, des étudiants continuent néanmoins à s'opposer à des droits d'inscription qu'ils jugent injustes pour les familles à bas revenus, mais leur contestation est désormais dirigée contre leur établissement plutôt que contre l'État. ■

> Mouvements syndicaux et politique ouvrière en Indonésie

Hari Nugroho, Université d'Indonésie, Depok (Indonésie), et membre des comités de recherche de l'ISA sur les Mouvements ouvriers (RC44) et sur les Mouvements sociaux, les actions collectives et le changement social (RC48)



À l'occasion du Premier mai, des travailleurs manifestent à Djakarta en faveur d'une solidarité de la classe ouvrière.

Longtemps absent de l'arène politique, le mouvement syndical en Indonésie est en train de s'orienter vers un nouvel activisme politique. À l'occasion des dernières élections de 2014, un certain nombre de leaders syndicaux ont été élus au Parlement local. Ces résultats sont historiques dans la mesure où il n'y a pas véritablement eu de représentation de la classe ouvrière au Parlement national ou local depuis près de 50 ans. Le débat au sujet de l'extension de la lutte des travailleurs au-delà du milieu de travail avait déjà germé, à travers plusieurs expériences sociales et politiques tout au long de la dernière décennie. On peut maintenant poser

cette question : le mouvement syndical est-il à même de transformer la politique de classe en Indonésie ?

La libéralisation économique et le processus de démocratisation engagés depuis la chute du régime autoritaire en 1998 ont généré de nouveaux défis et une nouvelle forme de conflit du travail. Le contrôle de l'État a été remplacé par un contrôle du marché. Dans un marché international fortement concurrentiel, un capital fluctuant et puissant est aujourd'hui devenu ce qui s'oppose et constitue une menace pour le développement syndical. La base des nouveaux syndicats se trouve déjà érodée par une flexibili-

>>

sation excessive du marché du travail – et ce, même avant que ces nouveaux syndicats se soient reconstitués après l'effondrement de l'État corporatiste de Suharto.

Les conditions actuelles incitent les syndicats à se focaliser sur la lutte contre la flexibilisation. Les programmes traditionnels qui incluent une augmentation des salaires, la liberté syndicale et l'opposition aux licenciements font aussi partie de ce nouvel axe de lutte. Les syndicats attaquent l'État sur sa politique de libéralisation du travail, et les entreprises sur les conditions de travail précaires qu'elles imposent (Juliawan, 2011). Les syndicats ont ainsi fait campagne pour un système de sécurité sociale plus efficace qui compenserait l'insécurité des emplois et la vulnérabilité croissante des travailleurs. Le mouvement syndical se trouve au centre des revendications pour une transformation du système de protection sociale, ce qui lui a permis d'obtenir un soutien beaucoup plus large en dépit de la perte de milliers d'adhérents.

Cependant, l'élargissement du soutien au mouvement syndical apporte de nouveaux défis, à un moment où les syndicats essaient de gagner un soutien social et politique plus large pour faire face aux fortes pressions exercées par le marché. Bien que de nombreux syndicats restent conservateurs, un certain nombre de syndicats locaux affiliés à des syndicats nationaux progressistes ont de leur côté poursuivi deux stratégies. La première consiste à devenir des leaders, en particulier parmi les communautés ouvrières, mais aussi à construire des relations avec différents groupes, y compris les paysans et les vendeurs ambulants. Une deuxième stratégie consiste à prendre part au jeu électoral. L'objectif est d'être représenté dans les parlements locaux, ce qui ouvre la voie à une représentation nationale et permet ainsi d'influer sur le processus de prise de décisions politiques. Participer à la politique électorale est également considéré comme un moyen d'établir une base plus large de soutien aux syndicats.

Il se peut que le type de conflit du travail et la transformation du syndicalisme dans la période post-Suharto aient contribué au développement et à la consolidation du mouvement ouvrier, mais les gains ne peuvent jamais être considérés comme acquis (Hadiz, 2001). Par exemple, deux dirigeants d'un syndicat progressiste de la région industrielle du Bekasi, près de Djakarta, ont mené en 2014 une campagne victorieuse pour obtenir des sièges au niveau local. Cela a été une expérience réussie dans la mesure où ils ont gagné grâce au soutien organisé de militants du syndicat. Suite à leur victoire historique, les dirigeants du syndicat au niveau national ont pris une position controversée aux élections présidentielles de 2014 – en incitant les membres du syndicat à apporter leur soutien au candidat à la présidence qui avait servi sous le régime autoritaire de Suharto et qui était soutenu par des partis politiques islamistes sans aucun ancrage politique dans la classe ouvrière. Ce qui a soulevé des questions essentielles concernant l'intérêt des dirigeants nationaux des syndicats pour une politique de classe.

Entretemps, la plupart des autres tentatives des syndicats pour participer à la politique électorale ont tourné court, échouant à obtenir suffisamment de voix, même parmi la population ouvrière. Nombre de ceux qui ont gagné des sièges aux élections ne se sont pas appuyés sur leur propre syndicat mais plutôt sur les appareils politiques d'autres partis. Au lieu d'élaborer une politique en faveur de la classe ouvrière, ces responsables politiques se sont trouvés confrontés aux réalités de la politique de l'argent, et en concurrence avec de puissantes idéologies religieuses.

On peut retrouver une situation similaire dans les efforts pour élargir le soutien aux travailleurs au travers de mouvements à base communautaire. Bien que certains syndicats soient parvenus avec un certain succès à établir de vastes réseaux et à échanger leur soutien social contre un soutien politique, ils peinent désormais à établir un intérêt commun stratégique. Chaque groupe au sein du réseau a tendance à rester dominé par ses propres horizons étroits ; le soutien est simplement négocié entre des groupes particuliers, sans qu'il y ait construction d'un intérêt de classe commun, même entre travailleurs. De la même manière, le fait d'avoir réussi à promouvoir un système de protection sociale qui relie la classe ouvrière à des groupes sociaux plus larges, loin de pouvoir être considéré comme le triomphe d'une politique de classe, apparaît comme le reflet d'une coalition de citoyens provenant de différentes classes plutôt que des intérêts propres de la classe ouvrière.

Même s'il existe certains éléments encourageants, le développement actuel du mouvement syndical indonésien est entravé par la vulnérabilité de sa base sociale. La jeune génération – qui constitue la majeure part des effectifs et l'un des ressorts principaux du mouvement syndical aujourd'hui –, qui n'a jamais vécu sous le régime autoritaire, a connu une longue histoire de dépolitisation (Caraway et al., 2014). Les conflits du travail, les mouvements sociaux, et la conscience collective qui se construit à travers ces processus, ne sont pas suffisants pour forger un solide mouvement politique sur une base de classe. Les intérêts qui traversent les classes, de même que d'autres identités comme celles basées sur la religion, sont en outre de puissants rivaux dans le processus d'allégeance des travailleurs. ■

Toute correspondance est à adresser à Hari Nugroho <hari.nugroho@ui.ac.id>

Références

Caraway, T. L., Ford M., Nugroho H. (2014) "Translating membership into power at the ballot box? Trade union candidates and worker voting patterns in Indonesia's national elections," *Democratization*. <http://dx.doi.org/10.1080/13510347.2014.930130>

Hadiz, V. R. (2001) "New Organising Vehicles in Indonesia: Origins and Prospects," in Jane Hutchison and Andrew Brown (eds.) *Organising Labour in Globalising Asia*. London et New York: Routledge.

Juliawan, B. H. (2011) "Street-level Politics: Labour Protest in Post-authoritarian Indonesia," *Journal of Contemporary Asia*, 41(3): 349-370.

> Quand la religion devient une identité légale

Antonius Cahyadi, Université d'Indonésie, Depok (Indonésie), et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie des religions (RC22) et du groupe thématique de l'ISA sur les Droits de l'homme et la justice globale (TG03)



La religion des Indonésiens est précisée sur leur carte d'identité.

A la fin de l'ère Suharto, dans les années 90, la sphère publique indonésienne était marquée par le sentiment religieux et l'intolérance raciale. Cela a été une époque très difficile pour les non-musulmans ou les Chinois en Indonésie, qui étaient perçus en tant que tels comme des Indonésiens non autochtones. Ces questions sensibles ont été au centre des émeutes de 1998, à l'origine de la *Reformasi* (réforme) qui a mis fin à l'Ordre nouveau instauré par Suharto.

Les discriminations raciales à l'égard des Indonésiens d'origine chinoise – inscrites dans la politique officielle du gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir de Suharto en 1967 – ont été interdites en 2000 par Abdurrahman Wahid, quatrième Président de l'Indonésie. Le confucianisme, qui est considéré comme la religion traditionnelle des Indonésiens chinois, a été reconnu en 2006 comme l'une des religions officielles du pays. Alors que les sentiments racistes ont été modérés ces dix dernières années, le sentiment et les préjugés religieux persistent. La question est si sensible que les gens évitent de parler de reli-

gion dans les discussions argumentées et critiques qu'ils ont en public. La politique rend la religion intouchable.

Tout au long de l'histoire de l'Indonésie, la religion a été utilisée en politique, avec un niveau record dans les années 70 au moment où l'identité légale religieuse a été instaurée. À l'époque des Indes orientales néerlandaises (du début du XIX^e siècle à 1942), la religion, en particulier l'islam, était considérée comme une menace politique, parce qu'elle pouvait provoquer des troubles civils. Le gouvernement colonial hollandais a laissé « l'islam religieux » se développer, mais a réprimé l'islam politique. Les activités politiques des groupes religieux locaux ont été étouffées, et l'expression religieuse a été confinée à la sphère privée.

Pendant la période de la colonisation japonaise (1942-1945), l'islam est devenu une stratégie de guerre. Les Japonais ont mobilisé le sentiment anti-hollandais au sein d'une population indonésienne majoritairement musulmane en créant une unité spéciale au sein de l'administration de l'État, destinée à contrôler et encourager le

>>

développement d'un mouvement islamique. Cette unité deviendra, dans l'Indonésie indépendante, le Ministère des Affaires religieuses.

Durant les premières années de l'indépendance (1945-1959), des groupes qui se réclamaient comme faisant partie d'un large mouvement islamique ont soutenu qu'ils avaient contribué à l'indépendance et que l'Indonésie devait devenir un État islamique. D'un autre côté, des groupes laïcs nationalistes, qui comprenaient à la fois des musulmans et des non-musulmans, insistaient sur le fait que l'Indonésie devait être un État ouvert à toutes les religions.

Un compromis entre ces deux groupes a été inscrit dans la Constitution indonésienne de 1945 (article 29). L'Indonésie n'était pas un État laïc, parce que fondé sur la croyance en un Dieu tout-puissant, mais il n'était pas fait mention d'une croyance religieuse spécifique. Le nouvel État garantissait en outre la liberté religieuse. Mais le compromis incluait également la création en 1946 d'un Ministère des Affaires religieuses, une disposition prévue pour donner satisfaction aux groupes islamistes.

Pendant la période de la « démocratie guidée » sous la présidence de Sukarno (1959-1965), il y a eu un phénomène de polarisation entre deux groupes, les religieux et les non-religieux, à l'origine de fortes tensions entre d'un côté les groupes religieux (musulmans et catholiques), et de l'autre les communistes. La faction nationaliste de Sukarno, qui penchait vers le socialisme, avait tendance à être plutôt neutre en matière de religion. Afin que les groupes religieux se sentent protégés des attaques des communistes athées, et pour gagner le soutien des groupes religieux, Sukarno a cependant introduit en 1965 une loi anti-blasphème concernant la « Prévention du blasphème et de l'offense envers les religions ». Plus tard, cette loi inattendue a servi de base à la phase suivante d'islamisation, et fut utilisée contre les personnes suspectées d'agir contre la religion (en particulier l'islam).

Pendant l'ère Suharto (1966-1998), la religion s'est considérablement bureaucratisée. La loi anti-blasphème a joué le rôle de gardien de la place de la religion dans le domaine public. En vertu de cette loi, l'administration de Suharto a reconnu plusieurs religions officielles d'État (islam, protestantisme, catholicisme, bouddhisme et hindouisme), en excluant le confucianisme et les croyances locales.

Depuis l'ère Suharto, les citoyens indonésiens doivent déclarer officiellement leur religion sur leur carte d'identité. En effet, le Ministère des Affaires religieuses fonctionne comme un organe exécutif du fait qu'il tient son pouvoir de l'État. De plus, une loi sur le mariage entrée en vigueur en

1974, a augmenté le pouvoir de la religion au sein de l'administration d'État : il est nécessaire d'adhérer à l'une des religions officielles pour obtenir un certificat de mariage ou de naissance. Entretemps, la Loi de 1989 sur les Tribunaux religieux a profondément ancré la religion dans la structure administrative du pays, par le biais de l'appareil judiciaire du gouvernement. La religion est devenue une identité légale. Le Ministère des Affaires religieuses a renforcé le pouvoir de la religion, en lui donnant une base bureaucratique. Elle pénètre l'administration d'État, introduisant une différenciation entre les citoyens. C'est de cette façon que Suharto a mis la religion sous sa protection.

Avec la *Reformasi* (qui a suivi la démission de Suharto en 1998), la sphère publique est devenue en Indonésie un lieu de contestation pour de nombreux groupes (groupes religieux ou ethniques, communautés locales et territoriales), à la recherche de l'attention du public et de la reconnaissance par l'État. À l'époque de la *Reformasi*, un nouveau mouvement politisé islamique s'est exprimé, par exemple à l'occasion des conflits religieux qui ont surgi en 1999 aux Moluques. Cette recrudescence des conflits religieux a conduit à une nouvelle forme de tolérance en faveur des religions non reconnues officiellement et pour que les « autres identités islamiques » (ahmadie et chiite, ainsi que la majorité sunnite) puissent être représentées dans l'espace public. En même temps que la reconnaissance du confucianisme et des croyances locales, des groupes religieux qui n'étaient auparavant pas reconnus ont, depuis 2006, été autorisés à faire enregistrer le mariage de membres de leur communauté. Les personnes ont désormais le droit de ne pas remplir la case mentionnant la religion sur leur carte d'identité, même s'ils n'appartiennent pas à l'une des religions officielles.

Cependant, la religion prime bien souvent dans les affrontements politiques, ce qui donne à penser que le sentiment et les liens religieux demeurent plus forts que n'importe quelle autre appartenance socio-culturelle. Le sentiment religieux dans la sphère publique en Indonésie n'est pas facile à comprendre. Mais clairement, lorsque la religion devient une identité légale, c'est qu'elle a été instrumentalisée par l'État, exploitée par ceux qui dirigent pour superviser ceux qui sont dominés. À travers les institutions administratives d'État et l'appareil judiciaire, l'autorité de la religion a été phagocytée par l'État afin de renforcer son pouvoir sur la vie quotidienne de la population. Avec une telle forme d'organisation, la religion devient une affaire administrative, ce qui risque de remettre en cause sa spiritualité. ■

Toute correspondance est à adresser à Antonius Cahyadi <antonius.cahyadi@ui.ac.id>

> Activer l'ascension sociale en Indonésie

Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Université d'Indonésie, Depok (Indonésie), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'Éducation (RC04) et sur la Stratification sociale (RC28)



Stratification sociale dans une rue fréquentée de Djakarta.

Après la crise financière asiatique de 1997, l'Indonésie a connu une formidable reprise économique. De pays à revenu faible et intermédiaire, elle est devenue membre du G20. De plus, l'Indonésie a atteint une stabilité politique, financière et économique, et est devenue l'une des plus grandes

démocraties du monde (Banque mondiale, 2014a). Malgré cette croissance impressionnante, les inégalités augmentent aussi, comme le démontre le coefficient de Gini pour l'Indonésie, qui est passé de 0,33 en 1999 à 0,41 en 2011. Ces inégalités croissantes risquent de ralentir la baisse de la pauvreté, de freiner la croissance économique

>>

et d'augmenter les conflits et la tension sociale. En outre, les inégalités à la fois reflètent et sont la cause d'un accès inéquitable aux services publics : un enfant situé dans le décile inférieur de la population a une probabilité de 43% d'avoir un retard de croissance, contre 14% pour un enfant situé dans le décile supérieur. De même, la probabilité d'abandonner l'école est beaucoup plus élevée pour les enfants des foyers les plus pauvres : 71% de ceux situés dans le décile le plus bas quitteront tôt l'école, contre 26% pour le décile le plus élevé (Banque mondiale, 2014b).

Pendant de nombreuses années, les inégalités les plus flagrantes en Indonésie se sont concentrées au niveau des possibilités de mobilité sociale ascendante. Quelles sont les personnes qui réussissent le mieux à améliorer leur position sociale et quels sont les facteurs qui permettent une mobilité sociale vers le haut ? Mon travail de recherche a consisté à étudier les inégalités dans les zones urbaines de deux provinces, Java Ouest et Java Est, à partir des données longitudinales recueillies par l'Indonesian Family Life Survey (IFLS) 1993-2007. L'échantillon comprend 1.177 hommes et femmes âgés de 20 à 64 ans.

Les possibilités d'ascension sociale dans l'Indonésie urbaine sont plus importantes pour les Indonésiens issus des classes sociales supérieures que pour ceux issus des classes sociales inférieures (Pattinasarany, 2012). Les données montrent 27% de mobilité sociale des classes inférieures vers les classes moyennes contre 45% des classes moyennes vers les classes supérieures. En fait, les opportunités de mobilité sociale n'existent guère pour les classes inférieures. En Indonésie, comme presque partout dans le monde, plus on se trouve en bas de l'échelle sociale, plus les possibilités d'ascension sociale sont réduites. Outre une rigidité de classe, il existe également une rigidité de position, qui fait que la plupart des personnes interrogées appartiennent à la même classe sociale que leurs parents.

Pour ce qui est du genre, à situation égale, les hommes – en particulier ceux issus d'une classe sociale inférieure – sont plus susceptibles que les femmes de monter dans l'échelle sociale. Les exigences vis-à-vis des femmes pour remplir des rôles liés au genre, à la maison comme dans la vie professionnelle, compliquent leurs carrières et limitent leur ascension sociale. En Indonésie, l'éducation a clairement une influence sur l'ascension sociale. Parmi les personnes interrogées, la classe sociale du père apparaît comme la variable la plus importante, suivie du niveau d'études.

Mes recherches qualitatives dans les zones rurales de Java viennent renforcer les résultats d'études quantitatives qui montrent que les personnes des classes inférieures rencontrent des difficultés pour évoluer vers les classes moyennes ou supérieures. Cependant, il y a quelques exceptions intéressantes où des gens de classes inférieures s'élèvent au niveau des classes moyennes, même sans avoir fait d'études. En voici trois exemples.

- De nombreux Indonésiens choisissent d'aller travailler à l'étranger, principalement comme employés de maison (en général des femmes) et ouvriers d'usine ou du bâtiment (essentiellement des hommes). Ce choix de travailler à l'étranger découle essentiellement du manque de débouchés pour les Indonésiens les moins instruits. En outre, à travail égal, les immigrés peuvent gagner plus qu'en Indonésie, et nombreux sont ceux qui envoient de l'argent à leurs familles restées au village. Avec cet argent, les familles peuvent évoluer vers une classe sociale plus élevée.

- Une autre voie existe par le biais de la transmission intergénérationnelle de compétences particulières. Une communauté à Garut (Java Ouest) est connue pour fournir les meilleurs barbiers de Java. Pendant des décennies, cette aptitude a été transmise de génération en génération. La plupart de ces professionnels de la tondeuse travaillent temporairement en dehors de leur village, dans de grandes villes comme Djakarta. Grâce à leurs compétences particulières comme barbiers, beaucoup ont réussi à élever le statut économique et social de leur famille.

- En troisième lieu, l'entrepreneuriat offre une voie alternative pour s'élever dans l'échelle sociale. Dans la plupart des villages, on trouve un petit nombre d'entrepreneurs qui généralement débute tout seuls, puis créent une microentreprise, et certains d'entre eux arrivent même à étendre leurs activités aux villages environnants. Ils travaillent en général dans de petites boutiques, restaurants ou commerces. En fonction de leur situation, certains de ces entrepreneurs peuvent démarrer leur affaire avec l'aide d'un crédit d'une banque ou d'un programme du gouvernement ou par le biais d'un des programmes de responsabilité sociale des entreprises. Les entrepreneurs qui réussissent sont ainsi susceptibles d'accéder à une classe sociale plus élevée.

D'autres études sont en cours pour tenter d'expliquer et de surmonter la rigidité des structures de classe en Indonésie, en particulier les faibles possibilités d'ascension sociale pour ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus. Ces études devraient permettre d'amorcer le débat sur les programmes que le gouvernement et le secteur privé pourraient engager pour atténuer les inégalités qui existent dans les possibilités de mobilité sociale. ■

Toute correspondance est à adresser à Indera R. I. Pattinasarany <indera.pattinasarany@ui.ac.id>

Références

Pattinasarany, I. R. I. (2012) *Intergenerational Vertical Social Mobility: Studies on Urban Society in the Province of West Java and East Java*. Thèse de doctorat, Département de sociologie, Faculté des Sciences sociales et politiques, Université d'Indonésie, Depok.

Banque mondiale (2014a) "Indonesia: Avoiding the Trap." *Development Policy Review* 2014. Jakarta: The World Bank Office.

Banque mondiale (2014b) "Understanding Inequality." Livret tiré de *Big Ideas Conference*. Jakarta: World Bank Group, 23 septembre, 2014.